

UNARMED

SECURITY COUNCIL

20 JUNE 1994 - 8 MAR 1996

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RHWG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>29</u>
FILE	<u>1</u>
ACC.	<u>1998/0270</u>

NATIONS
UNIES

MSF 1484-03

S



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1995/164
28 février 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DE LA MISSION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ ENVOYÉE AU RWANDA LES 12 ET 13 FÉVRIER 1995

Lettre d'envoi

Lettre datée du 28 février 1995, adressée au Président
du Conseil de sécurité par les membres de la mission
du Conseil de sécurité au Rwanda

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la mission du Conseil de sécurité qui a été envoyée au Rwanda les 12 et 13 février 1995. Le Conseil en est saisi conformément au mandat de la mission qu'il a arrêté le 6 février 1995 lors de consultations officieuses.

(Signé) Ibrahim A. GAMBARI (Nigéria)
Président de la mission

(Signé) Gerhard HENZE (Allemagne)

(Signé) LI Zhaoxing (Chine)

(Signé) Karl F. INDERFURTH
(États-Unis d'Amérique)

(Signé) Julio RENDON BARNICA (Honduras)

(Signé) Nugroho WISNUMURTI (Indonésie)

(Signé) Karel KOVANDA (République tchèque)

Samy
Photo à retourner
Don
8/3

S/1995/164

Français

Page 2

MSE 1484-03

34

ANNEXE

Rapport de la mission du Conseil de sécurité envoyée au Rwanda
les 12 et 13 février 1995

I. INTRODUCTION ET ACTIVITÉS DE LA MISSION

1. Le 6 février 1995, le Conseil de sécurité a décidé que sa mission au Burundi s'arrêterait au Rwanda les 12 et 13 février 1995 avant de regagner New York. Conformément à son mandat (S/1995/112), la mission était chargée de tenir des consultations avec le Gouvernement rwandais en ce qui concerne les efforts qu'il déployait en vue de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays, et le problème du rapatriement des réfugiés. Elle devait également tenir des consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général, les organismes des Nations Unies, le personnel de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), les membres du corps diplomatique et les organisations non gouvernementales (ONG) à Kigali. Une fois sa tâche accomplie, elle présenterait un rapport au Conseil de sécurité.
2. La mission est arrivée à Kigali le 12 février en provenance de Bujumbura. Elle était dirigée par S. E. M. Ibrahim A. Gambari, Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, et comprenait M. Gerhard Henze (Allemagne), S. E. M. Li Zhaoxing (Chine), M. Karl F. Inderfurth (États-Unis d'Amérique), M. Julio Rendon Barnica (Honduras), S. E. M. Nugroho Wisnumurti (Indonésie) et S. E. M. Karel Kovanda (République tchèque).
3. Ainsi qu'il ressort des rapports récents du Secrétaire général (S/1995/65 et S/1995/107), des progrès notables ont été réalisés sur la voie de la normalisation et de la stabilisation au Rwanda, mais d'autres efforts demeuraient nécessaires. Dans la lettre adressée le 10 février 1995 au Secrétaire général par son Président (S/1995/130) et dans la déclaration que celui-ci a faite le même jour (S/PRST/1995/7), le Conseil de sécurité a montré qu'il continuait à se préoccuper de la situation et, surtout, qu'il était prêt à appuyer d'autres mesures concrètes et de nouveaux efforts visant à rendre le Rwanda plus pacifique et plus stable. Tout en appréciant les résultats que le Gouvernement rwandais a déjà obtenus en dépit de la difficulté de la tâche et du manque de ressources, le Conseil s'attend à ce que le Gouvernement intensifie ses efforts en vue de rapatrier les réfugiés, de favoriser la réconciliation nationale et de relancer le processus politique, y compris la création d'un mécanisme approprié de dialogue soutenu entre le Gouvernement, les réfugiés et l'Organisation des Nations Unies.
4. Durant son séjour au Rwanda, la mission s'est entretenue avec M. Pasteur Bizimungu, Président de la République rwandaise (en présence de M. Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères, et de M. Jacques Bihozagara, Ministre de la réhabilitation et de la réintégration sociale), le général Paul Kagame, Vice-Président et Ministre de la défense, et M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du Rwanda. En outre, la mission a tenu des consultations avec M. Shahryar M. Khan, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Rwanda, le général Henry Anyidoho, commandant en second de la force de la MINUAR, les représentants des organismes et bureaux des Nations Unies au Rwanda, les membres du corps diplomatique et les représentants des ONG. Elle s'est rendue dans un

/...

camp de personnes déplacées à l'intérieur du pays, situé à Kibeho au sud-ouest du Rwanda. Les annexes I et II du présent rapport contiennent le programme de travail de la mission et la liste des participants aux différentes réunions tenues dans son cadre.

II. OBSERVATIONS

5. Plusieurs points de vue ont été émis quant au meilleur moyen de progresser sur la voie de la stabilisation au Rwanda. Suivant l'opinion générale, l'objectif le plus important était d'empêcher que se reproduise la tragédie qui avait récemment frappé le pays; toutefois, les problèmes particuliers du rapatriement, de la réconciliation, de la reconstruction et du besoin de justice étaient considérés comme interdépendants, même si des divergences ressortaient quant à la priorité à accorder à chacun d'entre eux.

6. Le retour et la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays étaient considérés comme constituant une condition essentielle à la stabilité et au progrès à long terme. Le Premier Ministre a souligné qu'en l'absence de réconciliation, la paix ne serait pas possible. Une autre priorité consistait à traduire en justice ceux qui avaient commis des actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire au Rwanda.

7. La mission a été informée des progrès accomplis vers le retour et la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier grâce à l'Opération Retour. Ce programme, coordonné en commun par l'UNAMIR et les organismes des Nations Unies, en coopération avec le Gouvernement et avec l'appui des ONG, a été lancé le 29 décembre 1994.

8. La peur reste le principal obstacle qui empêche le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les responsables du Gouvernement ont informé la mission des progrès réalisés dans la protection des droits des citoyens innocents et ont souligné la nécessité urgente d'une assistance afin de rétablir un système judiciaire effectif et une force de police qualifiée. Ils ont exprimé la préoccupation à l'égard du Tribunal international pour le Rwanda, mais ont réaffirmé que le Rwanda était prêt à coopérer avec lui et ont exprimé l'espoir qu'il commencerait à fonctionner le plus tôt possible.

9. En ce qui concerne la réconciliation, les progrès ont été jusqu'ici très limités. Tout en reconnaissant que la réconciliation nationale était un processus continu, on a souligné qu'un certain nombre de mesures s'imposaient dans l'immédiat, telles que le rapatriement effectif, l'instauration d'un climat politique et psychologique propice à la réconciliation et le rétablissement d'un appareil judiciaire fonctionnant avec efficacité. On s'est préoccupé par ailleurs de ce qu'un grand nombre de personnes accusées ou soupçonnées d'avoir commis des atrocités n'avaient manifesté jusqu'ici aucun remords ou repentir, ce qui découragerait les efforts de réconciliation en rendant difficile le pardon.

10. Les responsables officiels ont également souligné qu'ils respectaient et acceptaient l'idée d'un gouvernement à base élargie et associant toutes les parties en présence, tel qu'il était prévu dans l'Accord de paix d'Arusha auquel leur gouvernement restait pleinement attaché. Ils ont indiqué que les accords

MSF 1484-03

S/1995/164

Français

Page 4

d'Arusha faisaient partie de la loi fondamentale du Rwanda. Ils ont toutefois fait observer que le retour au pays était la condition nécessaire pour participer au processus politique. Ils ont également déclaré que le Gouvernement avait récemment entamé un dialogue avec les représentants des communautés de réfugiés rwandais au Burundi. Ils ont expliqué que le dialogue avec les réfugiés au Zaïre n'était pas encore possible étant donné l'insécurité dans laquelle vivaient ces réfugiés et les actes d'intimidation dont ils faisaient l'objet de la part des éléments armés qui se trouvaient parmi eux.

11. On a souligné le rôle des programmes d'éducation civique et de sensibilisation mettant l'accent sur le respect des droits de l'homme, l'état de droit et la tolérance. À cet égard, la radio de l'UNAMIR apporterait une contribution positive en fournissant aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés, des informations factuelles et objectives.

12. En ce qui concerne le relèvement et la reconstruction, la mission a appris que la phase d'urgence était pour l'essentiel terminée et que l'accent était mis de plus en plus sur les mesures à long terme visant à reconstruire le pays. À cet égard, la communauté internationale avait donné suite de façon encourageante à la table ronde tenue à Genève en janvier 1995 et à l'appel interinstitutions. On a également souligné qu'il était important de mettre en place un programme de déminage efficace au Rwanda. Ce programme était jugé particulièrement urgent face à la nécessité de réinstaller de manière appropriée les nombreux réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays et de relancer l'agriculture et la reconstruction.

13. Le Gouvernement s'est félicité de l'appui que la communauté internationale apportait à son programme de développement et de relèvement. Il appréciait également le rôle des organismes et opérations des Nations Unies, en particulier l'UNAMIR, dont la présence dans le pays était perçue comme un facteur extrêmement utile de confiance et de sécurité.

14. La mission a été encouragée par les progrès accomplis sur la voie de la normalisation. Toutefois, les difficultés du pays étaient loin d'être réglées. De fait, il restait encore à résoudre le problème majeur de la réconciliation sur le plan social et politique, dont dépendaient la stabilité véritable et le rétablissement de la concorde à long terme. Au cours de sa visite au camp de Kibeho, qui abritait des personnes déplacées à l'intérieur du pays, la mission a noté que la population y augmentait alors même que celle des autres camps de la région paraissait diminuer considérablement. Les réfugiés du camp ont déclaré que malgré les secours et autres services fournis par l'ONU et les organismes humanitaires, la plupart des personnes déplacées préféreraient regagner leurs foyers et leurs fermes mais étaient retenues par la peur.

15. L'atrocité des crimes commis récemment au Rwanda est reconnue par la communauté internationale qui, par l'entremise du Conseil de sécurité, a créé un tribunal international pour traduire en justice les responsables. En même temps, il est impératif de s'attacher à rétablir l'ordre et, avant tout, d'empêcher un nouveau cycle d'injustices ou d'atrocités. En d'autres termes, alors qu'elle s'efforce de faire face aux conséquences tragiques de ses problèmes récents, la société rwandaise doit être mise en mesure de reconstruire le pays et de continuer à fonctionner. Il est clair que la responsabilité

MSE 1484-03

S/1995/164

Français

Page 5

principale à cet égard incombe aux Rwandais eux-mêmes, qui doivent trouver le moyen de s'entendre. Pour réussir et durer, la réconciliation doit être avant tout le fruit d'un acte délibéré de la population elle-même. Elle ne peut pas être imposée.

16. Le rôle de la communauté internationale a été jusqu'ici de soutenir les efforts que déploie le Rwanda pour rétablir la paix et relever le pays. Pendant son séjour au Rwanda, la mission a donc clairement fait savoir, en particulier lors de ses entretiens avec des représentants du Gouvernement, que l'objet de sa visite était de s'informer et d'échanger des idées afin de renforcer la coopération entre le Rwanda et le Conseil de sécurité en vue de trouver des solutions aux problèmes qui se posaient. Les contacts et les entretiens qu'a eus la mission l'ont convaincue que la manière de procéder adoptée par le Conseil de sécurité, consistant essentiellement à partager les responsabilités entre le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, en particulier dans les domaines du rapatriement, de la reconstruction et de la réconciliation, restait la bonne.

17. Au sujet du rapatriement, la mission est d'avis que la situation au Rwanda restera instable tant que 2 millions de Rwandais vivront encore dans des camps dans leur pays et en dehors. Elle considère donc que leur retour dans leurs foyers est une priorité absolue si l'on veut instaurer la paix et assurer le progrès de façon durable et stable. Elle estime qu'il est indispensable d'assurer la sécurité dans les camps pour que les efforts entrepris pour encourager le rapatriement donnent rapidement des résultats. Elle rappelle, à cet égard, que le Conseil de sécurité a approuvé les dispositions récemment convenues entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Zaïre et la Tanzanie pour renforcer la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais dans ces pays et appuie la demande que le Conseil de sécurité adresse au Secrétaire général pour qu'il continue d'explorer toutes les possibilités et fasse toutes les recommandations qui seront nécessaires pour que la sécurité soit réellement assurée dans les camps.

III. RECOMMANDATIONS

18. La mission estime que le Gouvernement rwandais devrait faire davantage pour créer, dans le pays, un climat propice et des conditions favorables de façon à encourager et faciliter le rapatriement. Il serait particulièrement utile à cette fin qu'il prenne des mesures pour : a) relancer le processus politique, notamment en créant un cadre pour qu'un dialogue puisse avoir lieu entre le Gouvernement, les représentants des réfugiés et l'Organisation des Nations Unies; b) lancer dans le pays, y compris dans les camps de personnes déplacées, en coopération avec les associations civiques, les autorités religieuses, l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, un programme d'éducation civique, qui s'adresserait aussi aux camps de réfugiés par l'intermédiaire de la radio, en vue de promouvoir l'harmonie entre tous les Rwandais; c) mettre rapidement en place un mécanisme efficace de protection des droits de propriété; d) créer un système judiciaire transparent et efficace; e) créer un corps de police qualifié et le déployer dans l'ensemble du pays; f) doter le pays d'une administration civile efficace; et g) continuer à permettre à la MINUAR, au personnel humanitaire et aux personnes chargées d'enseigner les droits de l'homme de se rendre librement

/...

S/1995/164

Français

Page 6

MSF 1484-03

partout dans le pays. La mission recommande en outre que la communauté internationale appuie les efforts du Gouvernement.

19. La mission réaffirme l'appel lancé par le Conseil de sécurité dans la déclaration faite par son président, le 10 février 1995, pour que l'accord conclu entre le Zaïre et le Rwanda sur le retour des réfugiés et la restitution des biens soit appliqué intégralement.

20. La mission considère que les résultats obtenus par la table ronde qui s'est récemment tenue à Genève et a suscité une réaction généreuse de la part de la communauté internationale ainsi que l'appel collectif interorganisations contribueront beaucoup au relèvement et à la reconstruction du Rwanda.

21. La mission recommande qu'un programme interinstitutions de déminage soit mis en place dès que possible à Kigali et exprime l'espoir que la communauté internationale y contribuera généreusement.

22. De l'avis de la mission, la réconciliation nationale est un processus de longue haleine. Elle pourrait être facilitée par des mesures visant à promouvoir le rapatriement et la réinsertion des réfugiés, notamment celles qui ont été indiquées plus haut. Une évolution concrète dans le domaine de la justice pourrait aussi y contribuer. La mission recommande donc que le Tribunal international devienne opérationnel dès que possible en coopération étroite avec le Gouvernement rwandais. Entre-temps, puisque le Procureur et son substitut ont été nommés et que plusieurs collaborateurs les secondent, la mission recommande que le parquet commence aussi ses travaux au Rwanda. À cet égard, elle exprime l'espoir qu'une liste des personnes recherchées pour être questionnées au sujet des violations du droit humanitaire international relatives aux événements qui se sont dernièrement produits au Rwanda sera bientôt établie et rendue publique.

23. La mission considère que la réconciliation nationale est avant tout l'affaire des Rwandais. Le Gouvernement devrait continuer à jouer un rôle prépondérant dans ce domaine et, notamment, devrait trouver les moyens d'élargir le processus politique pour qu'il englobe tous les secteurs de la société rwandaise. À cet égard, la mission se félicite de ce que le Gouvernement rwandais ait réaffirmé son attachement à l'accord de paix d'Arusha.

24. La mission constate avec satisfaction que radio MINUAR a commencé à émettre avec l'approbation du Gouvernement rwandais, et elle est d'avis que les efforts déployés pour encourager le rapatriement et la réconciliation s'en trouveront grandement renforcés.

25. La mission note que le Conseil de sécurité a dernièrement approuvé la recommandation du Secrétaire général tendant à porter de 90 à 120 le nombre des observateurs qui composent l'effectif de la police civile de la MINUAR. Elle souligne combien il importe de disposer d'une équipe qualifiée d'observateurs de la police civile et de les déployer dès que possible pour permettre à la MINUAR d'aider, comme elle en est chargée, à former une nouvelle force de police nationale intégrée pour le Rwanda.

/...

MSE 1484-03

S/1995/164

Français

Page 7

26. La mission rend hommage au personnel de la MINUAR, au personnel des Nations Unies ainsi qu'au personnel des organisations non gouvernementales présents au Rwanda, qui se consacrent avec dévouement à la cause de la paix, et appuient leurs activités au Rwanda.

27. Les membres de la mission tiennent à exprimer leur gratitude et leurs remerciements au Représentant spécial du Secrétaire général et à ses collaborateurs pour l'aide et l'appui inestimables qu'ils leur ont apportés pendant la mission.

S/1995/164

Français

Page 8

MSE 1484-03

ANNEXE I

Programme de travailDimanche 12 février 1995

8 h 45	Arrivée à Kigali
10 heures	Entretien avec les institutions spécialisées des Nations Unies
11 h 30	Entretien avec les organisations non gouvernementales
13 heures	Séance d'information avec le Représentant spécial du Secrétaire général et le commandant en second de la Force de la MINUAR
16 heures	Entretien avec le corps diplomatique
17 heures	Entretien de S. E. M. Gambari (Président de la mission) avec le contingent nigérian de la MINUAR
19 h 30	Buffet offert par le Représentant spécial du Secrétaire général

Lundi 13 février 1995

8 heures	Visite du camp de personnes déplacées de Kibeho et visite de Rukondo
12 heures	Entretien avec le Premier Ministre
15 heures	Entretien avec le Vice-Président et le Ministre de la défense
17 heures	Entretien avec le Président
19 heures	Conférence de presse à l'aéroport de Kigali
20 h 10	Départ de Kigali

MSE 1484-03

S/1995/164
Français
Page 9

ANNEXE II

Personnes ayant participé aux entretiens avec la mission
du Conseil de sécurité1. Entretiens avec des représentants du Gouvernement rwandais

M. Pasteur Bizimungu, Président

Général Paul Kagame, Vice-Président et Ministre de la défense

M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre

M. Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères

M. Jacques Bihozagara, Ministre de la réinsertion et de l'intégration sociale

2. Entretiens avec les représentants des institutions spécialisées des
Nations Unies et des bureaux des Nations Unies au Rwanda

M. Shaharyar M. Khan, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Rwanda

Général Henry Anyidoho, commandant en second de la force de la MINUAR

M. Sukehiro Hasegawa, représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

M. Babakar Cissé, représentant résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

M. Roman Urasa, représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

M. Julio Gamba, représentant résident de la Banque mondiale

M. Daniel Toole, représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

M. Carol Jaenson, Chef de la section de l'UNICEF chargé des enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles

M. Randolph Kent, Coordinateur pour les affaires humanitaires au Rwanda, Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda

Mme Patricia Banks, Coordinateur adjoint pour les affaires humanitaires au Rwanda, Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda

M. Techeste Zergaber, Directeur de pays, Programme alimentaire mondial (PAM)

S/1995/164
Français
Page 10

MSE 1484-03

M. Zlatan Milisic, fonctionnaire chargé des rapports, Programme alimentaire mondial (PAM)

M. William Clarence, Chef de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda

M. Paul Howard, Chef de mission, Organisation internationale pour les migrations (OIM)

M. Mahamane Maiga, Coordonnateur par intérim, Organisation mondiale de la santé (OMS)

M. Ibrahima Kaba, Directeur, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Mme Alana Armitage, Administrateur de programme, Fonds des Nations Unies pour la population

M. Abdoulaye Mar Diye, Conseiller interrégional, Département des services d'appui et de gestion pour le développement, Organisation des Nations Unies

M. Sidique Dao, Directeur aux affaires humanitaires, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, MINUAR

3. Entretiens avec des membres du corps diplomatique

Mme Lucy Edwards, Ambassadeur du Canada

M. Huang Shejiao, Ambassadeur de Chine

M. Jacques Courbin, Ambassadeur de France

M. Auguste Hummel, Ambassadeur d'Allemagne

M. David Rawson, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

M. Sylvain Ndayikengurukiye, Chargé d'affaires par intérim à l'ambassade du Burundi

Père Nguyen Van Tot, Chargé d'affaires, Saint-Siège

M. Siguar Schelstraete, Belgique

M. Claude Latulippe, Canada

Père Henri Moser, Saint-Siège

Mme Lillian Wong, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Royaume-Uni

4. Entretiens avec le Groupe directeur des organisations non gouvernementales au Rwanda

M. Teferra Shiaw, Africa Humanitarian Action

M. Askale Binga, Africa Humanitarian Action

M. Steven Rifkin, Save the Children

M. Tom Walker, Médecins sans frontières

Mme Barbara Kerstiens, Médecins sans frontières

M. Yvan M'Bomo, Équilibre

M. Mungwakuzwe Canisius, Forum des organisations non gouvernementales rwandaises

**NATIONS
UNIES****S****Conseil de sécurité****Distr.
GÉNÉRALE****S/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS****RAPPORT INTÉIMAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/552), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.

3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.

S/1995/678

Français

Page 2

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en oeuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration couvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

/...

S/1995/678
Français
Page 3

causaient instabilité et zizanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officieuses et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

/...

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Kamonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalent des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

/...

S/1995/678

Français

Page 5.

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je me propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1er août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

/...

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (45 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungu, Gikongoro, Cyanguu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et zambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Ceux de la police militaire et du

/...

S/1995/678

Français

Page 7

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 15 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

/...

Page 8

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

1. . . .

S/1995/678

Français

Page 9

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis mon dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 587 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

/...

S/1995/678

Français

Page 10

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 8 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

/...

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instamment de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un État de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

/...

S/1995/678

Français

Page 12

gouvernements concernés appuieront cette initiative. Je me propose de soumettre prochainement mes recommandations à cet égard au Conseil de sécurité.

46. J'ai abordé avec les chefs d'État et de gouvernement de la région l'idée de convoquer une conférence régionale pour examiner les problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, qui sont intimement liés, dans l'optique de l'adoption d'un programme d'action spécifique. En attendant, pour s'attaquer aux problèmes urgents que pose le rapatriement des réfugiés, il serait peut-être utile de convoquer, dès que possible, une réunion régionale en vue d'élaborer des mesures concrètes pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Nairobi, en janvier 1995, dans le Plan d'action de Bujumbura, adopté en février 1995, et dans les accords tripartites signés par le HCR, le Rwanda et les pays voisins qui accueillent des réfugiés rwandais. Cette réunion viendrait s'ajouter aux réunions de table ronde qui pourraient être convoquées, comme il a été dit plus haut, et auxquelles participeraient tous les éléments de la société rwandaise. J'ai l'intention de continuer à tenir des consultations approfondies sur toutes ces propositions.

47. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, M. Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Tousignant, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALES/1995/741
25 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAISTROISIÈME RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN APPLICATION
DU PARAGRAPHE 5 DE LA RÉOLUTION 955 (1994) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 5 de sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, le Conseil de sécurité m'a prié de lui présenter des rapports périodiques sur la mise en œuvre de la résolution portant création du Tribunal international pour le Rwanda. Dans mon premier rapport daté du 13 février 1995 (S/1995/134), j'ai informé le Conseil des mesures envisagées pour l'application concrète de la résolution et recommandé de choisir Arusha (République-Unie de Tanzanie) comme siège du Tribunal. Dans mon deuxième rapport daté du 30 juin 1995 (S/1995/533), j'ai fourni des renseignements à jour sur les arrangements concernant le siège du Tribunal à Arusha, et dressé la bilan du financement du Tribunal. Dans le présent rapport, je compte informer le Conseil de ce qui a été fait sur le plan pratique et juridique concernant le siège du Tribunal, son financement, l'état des contributions (ressources financières et humaines) et les activités de ses différents organes.

II. ARRANGEMENTS CONCERNANT LE SIÈGE ET LES LOCAUX DU TRIBUNAL

2. Comme je l'indiquais dans mon rapport précédent (S/1995/533), un certain nombre de questions restaient à résoudre concernant l'accord de siège à conclure entre l'Organisation et le Gouvernement tanzanien. Suite aux consultations qui ont eu lieu à New York entre des fonctionnaires du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat et le Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, les parties envisagent de consigner dans un échange de lettres ce dont elles sont convenues concernant l'interprétation et l'application de certaines dispositions de l'accord. L'accord de siège entre l'Organisation et le Gouvernement tanzanien devrait être signé prochainement, dès que celui-ci aura communiqué sa décision finale.

3. Étant donné les liens institutionnels existant entre le Tribunal international pour le Rwanda et le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (ces deux instances ont en commun la Chambre d'appel et le Procureur), certaines activités et procédures du Tribunal pour le Rwanda devraient se dérouler occasionnellement à La Haye. Afin de faciliter lesdites activités et procédures, un projet d'échange de lettres a été présenté aux autorités

néerlandaises, en vertu duquel les dispositions pertinentes de l'accord de siège entre l'Organisation et les Pays-Bas concernant le Tribunal pour la Yougoslavie ont été étendues aux activités et procédures du Tribunal pour le Rwanda sur le territoire néerlandais. Dans ce cadre, il est prévu de mettre en place un bureau de liaison du Tribunal pour le Rwanda à La Haye, dont l'effectif consisterait en un administrateur, assisté d'un ou deux secrétaires. Le Procureur adjoint et, le cas échéant, certains de ses collaborateurs de Kigali, seront appelés à se rendre de temps en temps à La Haye pour des consultations. Pour le reste, j'ai décidé, en accord avec le Procureur, que les enquêtes seraient menées à partir du Bureau du Procureur à Kigali et dès que les locaux du Tribunal seront opérationnels, à partir d'Arusha.

4. Afin d'accélérer la définition des modalités de location des locaux du Tribunal et l'achèvement des travaux de reconstruction à mener au Centre de conférences international d'Arusha, un groupe spécial a été créé pour superviser les modalités de location ainsi que les procédures de sous-traitance, les travaux de reconstruction et les achats. Comme le Tribunal sera établi progressivement, il devra commencer à fonctionner dans le courant de 1995.

III. FINANCEMENT

5. Dans sa résolution 49/251 du 20 juillet 1995, l'Assemblée générale a arrêté le mode de financement du Tribunal. Pour la période s'achevant au 31 octobre 1995, elle a adopté un budget de 13,5 millions de dollars, cette somme étant répartie à titre d'arrangement spécial et exceptionnel entre le budget ordinaire et le compte spécial des opérations de maintien de la paix. Par ailleurs, elle m'a expressément autorisé à prendre les dispositions nécessaires, notamment à signer un contrat de location des locaux du Tribunal et de contrats relatifs aux travaux à y effectuer, et à offrir au personnel des contrats pour des périodes pouvant atteindre 12 mois, pour que le Tribunal dispose des locaux et des ressources en personnel nécessaires. L'Assemblée générale ayant approuvé le budget en juillet 1995, le Tribunal est à présent doté d'une base financière solide qui lui permettra de prendre des engagements financiers et autres à long terme, s'agissant notamment de travaux de construction et de recrutement du personnel.

6. En sus des crédits budgétaires, le Fonds de contributions volontaires à l'appui des activités du Tribunal a reçu en espèces un montant de 6,3 millions de dollars sous la forme de contributions versées ou annoncées.

7. En ce qui concerne les contributions en nature, certains pays ont mis gratuitement à la disposition du Tribunal les services d'un personnel qualifié qui épaulera le procureur ou le greffier, selon le cas. Un accord concernant la fourniture de personnel au Tribunal a été signé avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des accords similaires sont en cours de négociation avec le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse, ainsi qu'avec une organisation non gouvernementale.

IV. LE TRIBUNAL

A. Les juges

8. Le 30 juin 1995, les juges ont adopté le règlement du Tribunal, comme le prévoit l'article 14 du statut. Les juges des deux chambres de première instance ont été désignés et la liste des juges qui seront chargés d'examiner les actes d'accusation d'octobre à décembre 1995 a été établie. S'étant ainsi acquittés des tâches prévues pour la première réunion, les juges sont désormais à même de siéger au Tribunal dès que leur sera présenté le premier acte d'accusation.

B. Le Greffe

9. Conformément à l'article 16 du statut, je suis actuellement en consultation avec le Président du Tribunal en vue de nommer un greffier. J'ai l'espoir de pouvoir désigner le greffier du Tribunal dans les tout prochains jours.

C. Personnel du Tribunal

10. En ce qui concerne le personnel, la situation est la suivante : au total, 18 administrateurs, dont le Procureur à La Haye, travaillent actuellement pour le Tribunal. Le Bureau du Procureur à Kigali se compose du Procureur adjoint et de 10 enquêteurs/juristes. De plus, l'attaché de liaison du Bureau du Procureur à La Haye se rend fréquemment à Kigali dans l'exercice de ses fonctions. Sept enquêteurs ont été mis à la disposition du Tribunal par les États Membres. Le Service administratif du Greffe est doté d'un chef adjoint de l'administration, d'un fonctionnaire chargé des achats et de deux assistants administratifs. Il convient de noter que sept candidats supplémentaires, qui ont déjà accepté leur nomination, se rendront à Kigali dès qu'ils auront reçu leur certificat médical d'aptitude physique et que leurs documents de voyage seront prêts; par ailleurs, des offres d'emploi seront adressées à neuf autres candidats dans les prochains jours. De plus, une quarantaine de personnes qui ont été mises à la disposition du Tribunal par les États Membres devraient se rendre à Kigali au cours des trois prochains mois.

D. Enquêtes en cours

11. En ce qui concerne les enquêtes en cours, le Procureur m'a fait savoir qu'étant donné l'effectif réduit dont il disposait, les enquêtes en cours ne portaient que sur un petit nombre d'individus soupçonnés d'avoir planifié, fomenté ou commis des crimes au Rwanda. Les enquêteurs examinent actuellement la masse de documents que le Tribunal et d'autres organes ont recueillis au cours des derniers mois. De plus, on interroge des témoins en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. En attendant que les locaux d'Arusha soient équipés de climatiseurs pour le matériel informatique, le Procureur a indiqué qu'un petit centre de traitement des documents serait mis en place temporairement à La Haye, afin que les premiers actes d'accusation puissent être dressés avant la fin de l'année. Le Procureur m'a fait savoir que, jusqu'à présent, ni les enquêtes menées par ses services ni les renseignements communiqués par les autorités rwandaises ne lui avaient permis d'identifier des

suspects qui relèveraient de sa compétence parmi les personnes qui sont actuellement détenues au Rwanda. Les premiers actes d'accusation devraient quand même être dressés d'ici à la fin de 1995.

12. La semaine prochaine, le Président du Tribunal et le Procureur se rendront ensemble à Kigali et à Arusha. Ils rencontreront des représentants du Gouvernement rwandais, ainsi que mon Représentant spécial au Rwanda et le Procureur adjoint pour s'entretenir de diverses questions concernant la création du Tribunal. Ils se consulteront également sur le déroulement du travail d'enquête, l'élaboration des actes d'accusation et l'organisation des procès. À Arusha, ils rencontreront des représentants du Centre international de conférences et visiteront les locaux qui abriteront le Tribunal.



Security Council

Distr.
GENERALS/1995/741
25 August 1995

ORIGINAL: ENGLISH

THIRD REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL PURSUANT TO PARAGRAPH 5
OF SECURITY COUNCIL RESOLUTION 955 (1994)

I. INTRODUCTION

1. In paragraph 5 of resolution 955 (1994) of 8 November 1994, I was asked to report periodically to the Security Council on the implementation of the resolution establishing the International Tribunal for Rwanda. In my first report on 13 February 1995 (S/1995/134), I informed the Council of the steps envisaged for the practical implementation of the resolution and made my recommendation that Arusha, United Republic of Tanzania, should be selected as the seat of the Tribunal. In my second report on 30 June 1995 (S/1995/533), I provided updated information regarding the arrangements made for the seat of the Tribunal at Arusha, and set out the status as regards the financing of the Tribunal. In the present report, it is my intention to brief the Council on the progress made regarding the practical and legal arrangements for the seat of the Tribunal, its financing, the status of contributions in funds and personnel and the activities of its various organs.

II. ARRANGEMENTS CONCERNING THE SEAT AND PREMISES
OF THE TRIBUNAL

2. As indicated in my last report (S/1995/533), a number of issues remained to be resolved in the headquarters agreement for the seat of the Tribunal between the United Nations and the Government of the United Republic of Tanzania. Following discussions held in New York between the Office of Legal Affairs of the Secretariat and the Permanent Representative of the United Republic of Tanzania to the United Nations, the parties are considering including in a side exchange of letters their understanding regarding the interpretation and implementation of certain provisions of the agreement. Pending a final reaction from the Government of the United Republic of Tanzania, it is expected that the headquarters agreement between the United Nations and the Government will be signed shortly.

3. Given the institutional links between the International Tribunal for Rwanda and the International Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Humanitarian Law Committed in the Territory

of the Former Yugoslavia since 1991 (i.e., a common Appeals Chamber and a common Prosecutor), it is envisaged that certain activities and proceedings of the Rwanda Tribunal will be undertaken at The Hague from time to time. In order to facilitate such activities and proceedings of the Tribunal, a draft exchange of letters has been submitted to the Netherlands authorities whereby the pertinent provisions of the agreement between the United Nations and the Netherlands concerning the Yugoslav Tribunal were made applicable to activities and proceedings of the Rwanda Tribunal in the territory of the Netherlands. In that connection, there would be a small liaison office for the Rwanda Tribunal at The Hague, staffed by one Professional and one or two secretariat support staff. Occasionally, the Deputy Prosecutor would also visit The Hague for consultations, together with collaborators from Kigali, as appropriate. Otherwise, I have jointly with the Prosecutor taken the position that investigations should be conducted from the Prosecutor's office at Kigali and at Arusha, when the latter becomes operational.

4. In order to speed up the conclusion of the lease arrangements for the premises of the Tribunal and the necessary reconstruction works at the Arusha International Conference Centre, a task force has been established to oversee the lease arrangements and the processes of contracting, reconstruction and procurement. The phased-in approach adopted to the establishment of the Tribunal would enable it to commence its operation later in 1995.

III. FINANCING

5. In its resolution 49/251 of 20 July 1995, the General Assembly established the mode of financing of the Tribunal. The Assembly adopted a \$13.5 million budget for the Tribunal for the period ending 31 October 1995, and as an ad hoc and exceptional arrangement, decided to split the \$13.5 million between the regular budget and the peace-keeping special account assessment. It also specifically authorized me to make the necessary arrangements, including the signing of a lease agreement and construction contracts for the premises of the Tribunal and granting of contracts of up to 12 months for its staff, to ensure that it is provided with adequate facilities and necessary staff resources. With the approval of the budget by the General Assembly in July 1995, the Tribunal has now a sound financial basis that will enable it to enter into long-term financial and other commitments, including construction works and recruitment of staff.

6. In addition to the funds available in the budget, a total amount of \$6.3 million worth of cash contributions and pledges is now available in the Voluntary Fund to Support the Activities of the Tribunal.

7. As for contributions in kind, certain countries have donated the services of qualified personnel to the Tribunal to assist in the work of the Prosecutor or the Registrar, as the case may be. An agreement for the contribution of personnel to the Tribunal has been signed with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Similar agreements are currently being negotiated with Canada, Denmark, the Netherlands, Norway, Switzerland and the United States of America and with one non-governmental organization.

IV. THE TRIBUNAL

A. The judges

8. On 30 June 1995, the judges of the Tribunal adopted the rules of procedure and evidence in accordance with article 14 of the Statute. Judges were assigned to the two Trial Chambers and a list of assignment of judges for review of indictments for the months of October to December 1995 was established. Having thus completed the agenda of their first meeting, the judges are now prepared to serve on the Tribunal on short notice as soon as the first indictment is presented.

B. The Registry

9. I am currently consulting with the President of the Tribunal in accordance with article 16 of the Statute in order to be able to appoint the Registrar. It is my hope that the Registrar can be appointed within the next few days.

C. Staffing of the Tribunal

10. With respect to staffing, the situation is currently as follows. A total of 18 Professional staff are working for the Tribunal, including the Prosecutor in The Hague. The Office of the Prosecutor at Kigali is staffed by the Deputy Prosecutor and 10 Investigators/Legal Officers. In addition, the Liaison Officer attached to the Prosecutor's Office at The Hague frequently travels to Kigali in the performance of his functions. Seven investigators are personnel contributed by Member States. The Administrative Office of the Registry is staffed by an Acting Chief of Administration, a Procurement Officer and two Administrative Assistants. It should be noted that seven additional candidates have accepted offers of appointments and will travel to Kigali as soon as they are medically cleared and their travel documents processed, and that offers of appointments will be sent to another nine candidates in the next few days. Additionally, approximately 40 personnel contributed by Member States are expected to arrive during the next three months.

D. Ongoing investigations

11. As far as the ongoing investigations are concerned, the Prosecutor has informed me that in view of the current staffing levels, present inquiries centre around a small number of individuals who are suspected of being principally responsible for the planning, incitement or commission of crimes. The investigators are assessing and analysing a large volume of material that has been collected by the Tribunal and other bodies during the past months. Additionally, witnesses are being interviewed on the African, European and North American continents. Pending the full development of the Arusha site with air-conditioned facilities for the computer equipment, the Prosecutor has indicated that in order to continue to meet his goal of the first indictments being issued later in 1995, a small Documents Processing Centre, using the premises identified above, will be established on a temporary basis at

The Hague. The Prosecutor has informed me that neither his own investigations nor the information made available to him by the Rwandan authorities have so far served to identify suspects appropriate for investigation by him amongst persons currently being held in Rwandan prisons. The first indictments are still expected before the end of 1995.

12. Next week the President of the Tribunal and the Prosecutor will travel together to Kigali and Arusha. They will meet with representatives of the Government of Rwanda, with my Special Representative there and with the Deputy Prosecutor to discuss various questions concerning the establishment of the Tribunal. They will also consult among themselves on the work programme for investigations, the preparation of indictments and the holding of trials. At Arusha, they will meet with representatives of the International Conference Centre and see the premises to be used by the Tribunal.

UNITED
NATIONS

S



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/928 (1994)
20 June 1994

RESOLUTION 928 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3391st meeting,
on 20 June 1994

The Security Council,

Reaffirming its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 846 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Recalling its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), as well as its resolutions 893 (1994) of 6 January 1994, 909 (1994) of 5 April 1994, 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994 and 925 (1994) of 8 June 1994,

Having examined the Secretary-General's report (S/1994/715) on the United Nations Observer Mission for Uganda-Rwanda (UNOMUR) dated 16 June 1994,

Welcoming the extension, as of 14 May 1994, of UNOMUR's observation and monitoring activities to the entire Uganda/Rwanda border,

Stressing the need for the observance and strict monitoring of the general and complete embargo of all deliveries of weapons and military equipment to Rwanda, as described in paragraph 13 of its resolution 918 (1994),

Considering that the issue of arms flows is one of the major areas of concern in the cease-fire talks currently being held between the Rwandese parties under the auspices of UNAMIR,

1. Welcomes the Secretary-General's report (S/1994/715);
2. Decides to extend the mandate of UNOMUR for a final period of three months until 21 September 1994 and agrees that during this period the number of military observers should be reduced by phases;
3. Requests the Secretary-General to report to the Council on the termination of UNOMUR before the completion of its mandate.

UNITED
NATIONS

S



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/928 (1994)
20 June 1994

RESOLUTION 928 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3391st meeting,
on 20 June 1994

The Security Council,

Reaffirming its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 846 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Recalling its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), as well as its resolutions 893 (1994) of 6 January 1994, 909 (1994) of 5 April 1994, 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994 and 925 (1994) of 8 June 1994,

Having examined the Secretary-General's report (S/1994/715) on the United Nations Observer Mission for Uganda-Rwanda (UNOMUR) dated 16 June 1994,

Welcoming the extension, as of 14 May 1994, of UNOMUR's observation and monitoring activities to the entire Uganda/Rwanda border,

Stressing the need for the observance and strict monitoring of the general and complete embargo of all deliveries of weapons and military equipment to Rwanda, as described in paragraph 13 of its resolution 918 (1994),

Considering that the issue of arms flows is one of the major areas of concern in the cease-fire talks currently being held between the Rwandese parties under the auspices of UNAMIR,

1. Welcomes the Secretary-General's report (S/1994/715);

2. Decides to extend the mandate of UNOMUR for a final period of three months until 21 September 1994 and agrees that during this period the number of military observers should be reduced by phases;

3. Requests the Secretary-General to report to the Council on the termination of UNOMUR before the completion of its mandate;

S/RES/928 (1994)

Page 2

4. Expresses appreciation to the Government of Uganda for the cooperation and support it has extended to UNOMUR;

5. Stresses the importance of continued cooperation between the Ugandan authorities and UNOMUR;

6. Decides to remain actively seized of the matter.



Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 MARS 1996**

Résolution 1029 (1995) adoptée à l'unanimité, le 12 décembre 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993 par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), ainsi que ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994, 965 (1994) du 30 novembre 1994 et 997 (1995) du 9 juin 1995, qui définissent le mandat de la MINUAR,

Rappelant sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide au Rwanda,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 1er décembre 1995 (S/1995/1002),

Prenant note des lettres adressées au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Rwanda les 13 août et 24 novembre 1995 (S/1995/1018, annexe I et S/1995/1018, annexe II),

Soulignant l'importance du rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, ainsi que celle d'une véritable réconciliation nationale,

Notant avec une vive préoccupation les informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime poursuivraient leurs préparatifs militaires et leurs incursions au Rwanda, soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires visant à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné que ces armements seraient très vraisemblablement destinés à être utilisés au Rwanda, et se félicitant à cet égard de la mise en place de la Commission internationale d'enquête créée en application de sa résolution 1995) du 7 septembre 1995,

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Notant avec satisfaction la tenue au Caire, les 28 et 29 novembre, du Sommet des chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, ainsi que la Déclaration publiée par ces derniers le 29 novembre 1995 (S/1995/1001),

Soulignant qu'il importe que tous les Etats appliquent les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995, ainsi que celles qui figurent dans la Déclaration du Caire,

Se félicitant des efforts que continue de faire le Gouvernement rwandais aux fins du maintien de la paix et de la sécurité ainsi que pour la reconstruction et le relèvement du pays,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR une dernière fois jusqu'au 8 mars 1996;
2. Décide aussi, compte tenu des efforts entrepris pour rétablir la paix et la stabilité grâce au rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, de modifier le mandat de la MINUAR de façon que celle-ci :
 - a) Exerce ses bons offices pour faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais, en toute sécurité, compte tenu des recommandations de la Conférence de Bujumbura et du Sommet tenu au Caire par les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, et promouvoir une réconciliation nationale véritable;
 - b) Aide le Gouvernement rwandais à faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés, en toute sécurité et, à cette fin, soutienne par des activités de surveillance les efforts que celui-ci a entrepris pour favoriser l'instauration d'un climat de confiance;
 - c) Aide le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organismes internationaux à fournir un appui logistique en vue du rapatriement des réfugiés;
 - d) Contribue, avec l'assentiment du Gouvernement rwandais, à assurer la protection du Tribunal international pour le Rwanda, à titre intérimaire en attendant que d'autres arrangements convenus avec le Gouvernement rwandais puissent être conclus;

3. Prie le Secrétaire général de ramener à 1 200 personnes les effectifs de la MINUAR, afin d'exécuter le mandat énoncé au paragraphe 2 ci-dessus;
4. Prie le Secrétaire général de ramener à 200 le nombre des observateurs militaires et membres du personnel d'état-major et autre personnel militaire d'appui;
5. Prie le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, celui-ci devant se faire dans les six semaines suivant l'expiration du mandat actuel;
6. Prie le Secrétaire général de retirer la composante de police civile de la MINUAR;
7. Prie le Secrétaire général d'envisager, compte tenu des règlements existants de l'Organisation des Nations Unies, la possibilité de transférer, à mesure que des éléments de la MINUAR se retireront, du matériel non militaire de la MINUAR qui serait utilisé au Rwanda;
8. Prend note de la coopération existant entre la MINUAR et le Gouvernement rwandais aux fins de l'accomplissement du mandat de la Mission, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à appliquer l'Accord sur le statut de la Mission en date du 5 novembre 1993, ainsi que tout nouvel accord qui pourrait être conclu en vue de faciliter l'exécution du nouveau mandat de la MINUAR;
9. Demande au Gouvernement rwandais de prendre toutes les dispositions requises pour que le retrait prévu de personnel et de matériel de la MINUAR puisse s'effectuer dans l'ordre et en toute sécurité;
10. Remercie les Etats, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées dans le besoin, les engage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;
11. Demande aux Etats et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris de soutenir les efforts de relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international, ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;
12. Demande aussi aux Etats de coopérer pleinement avec la Commission d'enquête créée par sa résolution 1013 (1995);
13. Engage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, y compris celles des organisations et institutions s'occupant d'aide humanitaire et de développement, ainsi que les activités des spécialistes des droits de l'homme;
14. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport le 1er février 1996 au plus tard sur la façon dont la MINUAR s'acquitte de son mandat et sur l'état d'avancement du rapatriement des réfugiés;
15. Décide de rester activement saisi de la question.

Bureau du Porte-parole

**LE CONSEIL DE SECURITE MODIFIE ET RENOUVELLE LE MANDAT
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 DECEMBRE 1995**

Résolution 997 (1995) adoptée à l'unanimité, le 9 juin 1995

Texte de la résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994 et 965 (1994) du 30 novembre 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 4 juin 1995 (S/1995/457),

Rappelant aussi sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées de certains crimes au Rwanda,

Soulignant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les membres de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha,

Prenant note avec une vive préoccupation d'informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime mènent des préparatifs militaires et feraient des incursions de plus en plus fréquentes au Rwanda et soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires destinées à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné qu'il est fort probable que ces armements seraient destinés à être utilisés au Rwanda,

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de stabilité et de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant aussi qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Demandant de nouveau à tous les États d'appliquer les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de régler à long terme les problèmes de réfugiés et problèmes connexes dans les États des Grands Lacs et notant avec satisfaction, par conséquent, que le Secrétaire général a l'intention de nommer un Envoyé spécial chargé de procéder à des consultations concernant la préparation et la convocation, dans les plus brefs délais, de la Conférence régionale sur la sécurité, la stabilité et le développement,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 décembre 1995 et autorise une réduction des effectifs, qui seront ramenés à 2 330 soldats trois mois après l'adoption de la présente résolution et à 1 800 soldats un mois plus tard;

2. Décide de maintenir à son niveau actuel l'effectif des observateurs militaires et du personnel de la police civile;

3. Décide, compte tenu de la situation actuelle au Rwanda, de modifier le mandat de la MINUAR en lui assignant les fonctions suivantes:

a) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

b) Aider le Gouvernement rwandais à faciliter le retour librement consenti des réfugiés, en toute sécurité, ainsi que leur réinsertion dans leur milieu d'origine, et, à cette fin, appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour instaurer un climat de stabilité et de confiance, grâce à des activités de surveillance menées dans l'ensemble du pays par des observateurs militaires et des observateurs de police;

c) Faciliter l'aide humanitaire, ainsi que la fourniture d'une assistance et de services spécialisés en matière de génie civil, de logistique, de santé publique et de déminage;

d) Aider à l'instruction d'une force de police nationale;

e) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel et des locaux des organismes des Nations Unies, du Tribunal international pour le Rwanda, notamment en assurant en permanence la protection du Bureau du Procureur, ainsi que des spécialistes des droits de l'homme, et contribuer également, si besoin est, à assurer la sécurité des organismes humanitaires;

4. Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des personnes se trouvant dans des États voisins, si ces armements ou ces matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda;

5. Demande aux États voisins du Rwanda, de façon à éliminer des facteurs contribuant à la déstabilisation de ce pays, de prendre des mesures pour veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas fournis aux camps de réfugiés rwandais se trouvant sur leur territoire;

6. Prie le Secrétaire général de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies, et de consulter en priorité le Gouvernement zaïrois concernant le déploiement d'observateurs, y compris dans les aéroports situés dans l'est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison d'armements et de matériels susmentionnés; prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution;

7. Prend note de la coopération existant entre le Gouvernement rwandais et la MINUAR aux fins de l'accomplissement de son mandat, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à mettre en oeuvre les accords conclus entre eux, en particulier l'Accord sur le statut de la Mission, en date du 5 novembre 1993, ou tout accord qu'ils pourraient conclure ultérieurement pour remplacer cet Accord en vue de faciliter la mise en oeuvre du nouveau mandat;

8. Rend hommage aux États, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées qui étaient dans le besoin, les encourage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

9. Demande aux États et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris d'apporter une aide au relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

10. Encourage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, dont celles des organisations et organismes qui s'occupent de questions humanitaires et de développement, ainsi que celles des spécialistes des droits de l'homme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 9 août 1995, puis le 9 octobre 1995 au plus tard, un rapport sur la manière dont la MINUAR s'acquitte de son mandat sur

la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

12. Décide de rester activement saisi de la question.

NB

- La MINUAR a été, à l'origine, établie par la résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993. La résolution 918 (1994) a étendu le mandat de la Mission pour inclure la responsabilité de la sécurité des civils et de l'opération humanitaire; elle a augmenté sa force à hauteur de 5,500 soldats et a imposé un embargo sur les armes au Rwanda.
 - Dans son acte de ce jour, le Conseil a affirmé que les restrictions du chapitre VII imposées par sa résolution 918 (1994) s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels à des personnes dans les États voisins du Rwanda, si ces armements et matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda. Le Conseil a lancé un appel aux États voisins du Rwanda pour qu'ils prennent des mesures afin de veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas transférés dans des camps Rwandais situés sur leur territoire.
- *****
- Dans une déclaration au Conseil, le Représentant du Zaire, a demandé une enquête indépendante pour réfuter les allégations selon lesquelles son pays était impliqué dans la vente et la livraison des armements destinés à être utilisés au Rwanda. Il a déclaré qu'il revenait au Gouvernement du Rwanda de créer un climat favorable au retour des réfugiés.
 - Le Représentant du Rwanda, prenant la parole après le vote, en a appelé à la fin de l'embargo sur les armes contre son Gouvernement et a demandé l'établissement d'une commission internationale chargée d'examiner le problème des camps de réfugiés. Il a ajouté que les modifications dans le mandat de la MINUAR reflétaient l'évolution de la situation dans son pays.

Working Draft : 14/7/94

OUTLINE PROPOSAL

AN INTEGRATED APPROACH TO POST-CONFLICT PEACE-BUILDING IN LOWER JUBA

INTRODUCTION

The international community has been encouraged by the positive outcome of the Lower Juba and Absame reconciliation conferences, concluded on 18 June and 9 July 1994 respectively. UNOSOM, UN agencies and other international organizations are now prepared to support the people of the Lower Juba region and pursue the possibility of conducting post-conflict peace-building activities in the region. Examples of peace-building activities include the re-establishment of local police forces, justice systems and other governmental functions, the rehabilitation of physical and social infrastructure, and the development of natural and human resources. UNOSOM and other organizations thus seek to assist the Somali people, regardless of their clan affiliation, through humanitarian, institution-building, rehabilitation, reconstruction and development activities that will serve to consolidate the peace newly gained in the region and prevent a return to armed conflict.

THE OUTCOME OF THE LOWER JUBA RECONCILIATION PROCESS

Background

The Lower Juba Reconciliation Accords have particular significance as the presence of many different clans in the region has made it a centre of conflict during the civil war. The problems of Lower Juba worsened after the Somali Patriotic Movement (SPM) split into two groups: SPM/SSA and SPM/SNA. The Ogadeni (Darod) clans controlled Kismayo town when UNITAF arrived in late 1992. General Mohamed Said Hersi "Morgan", leading a militia which comprised Harti as well as Marehan subclans, captured the town after a series

of attacks in February and March 1993. Subsequent attempts by the Ogadeni SPM/SNA faction to recapture the town have failed. The continuing strife has left Kismayo with its own "green line", located just outside the town.

The Jubaland Peace Conference, 1993

The Jubaland Peace Conference was organized by UNOSOM in July-August 1993 at Kismayo airport and was attended by representatives chosen by the Ogadeni who were living in Goobweyn, and by the Harti, Marehan and other clans living in Kismayo. The conference resulted in a declaration which called for a cease-fire, the reunification of people living in the Juha area, the opening of roads and the curtailment of banditry. The withdrawal of the militia from the town was also envisaged. However, it was not possible to fully implement the agreed measures, partly because the political factions and their militia distanced themselves from the accord. The Conference, however, did result in the green line being shifted to the middle of the town, thus enabling people of all clans to move freely, at least during the day time.

Nairobi Agreement of March 1994

a return to armed conflict.

On 27 March 1994, a committee representing various communities of the Lower Juba Region met and agreed to observe an immediate cease-fire and hold a conference in Kismayo to settle the differences between them. They also agreed to the cantonment of militia at agreed sites and the establishment of a mechanism for the restoration of both movable and immovable property to the rightful owners. The Lower Juba Reconciliation Conference was scheduled to open on 8 April 1994.

The Lower Juba Reconciliation Conference, May-June 1994

The Conference was postponed several weeks, but finally opened on 24 May. It was attended by 137 delegates representing 19 clans and sub-clans of the Lower Juba Region. It resulted in an agreement on 18 June. The latter reflected an intense effort by Somali leaders to resolve the Lower Juba conflict and get on with the reconstruction of the

area. The participants pledged themselves to the achievement of lasting peace in the region. Disputes were to be resolved through dialogue and negotiation. The accord again called for a cease-fire among the parties and provided for the opening of all roads. It promised "collective measures" against any party which violated the cease-fire and peace agreements.

The accord included general provisions for the return of property which had been looted or abandoned through displacement. Faction leaders were to be responsible for the cantonment and rehabilitation of militias. The Lower Juba population was strongly urged to ensure the safety of the personnel and property of international organizations operating in the area. The accord also established several committees to implement and monitor compliance with the various clauses of the agreement. Finally, the participants agreed to re-establish regional administrative structures, including regional and district councils, a police force and judicial organs. Social services and economic institutions, covering such sectors as health, education, water, telecommunications, resettlement and production, were also to be established.

On 19 June 1994, General Morgan and Mr. Osman Atto signed, on behalf of the SPM and SNA respectively, a statement pledging their factions' support for the implementation of the Agreement. They specifically undertook to implement the provisions of the Agreement calling for the cantonment and rehabilitation of militia and prohibiting the possession or movement of weapons in towns without permits. The backing lent the Agreement by the two faction leaders has markedly improved prospects for its actual implementation.

The Absame Reconciliation Conference

The convening of the Absame Conference was agreed by the chairmen of the two SPM factions, General Abdullahi Aden Nur "Gabiyo" and Colonel Ahmed Omar Jess in a Joint Declaration they signed in Nairobi on 27 March 1994. The Absame Conference opened on 26 June 1994 and concluded on 9 July 1994. The Conference was attended by the Ogadeni sub-clans, including the Mohamed Zubeir, Awlehan, Magabul and Talamuge, and by such other Absame sub-clans as the Bartire, Abasgul and Balad, predominant in three of Lower Juba's five districts. The Absame agreed that their political differences were at an end and

undertook: to renew their relations with other Somali communities, especially their neighbours and others who shared common interests with the Absame; to set up a mechanism for the resolution of property disputes; to establish judicial institutions and a police force. The Absame also: accepted that the administration of their regions would be conducted on the principle of regional autonomy; stated their desire to work, through a new Council of Elders, for a united SPM; supported the return of internally displaced people to their place of origin; stated their commitment to the security of humanitarian agencies present in their territories; and appealed to the latter agencies for increased emergency assistance to returning refugees.

AN INTEGRATED APPROACH TO PEACE-BUILDING ACTIVITIES

Objectives

The proposed post-conflict peace-building programme is designed to enable UNOSOM, UN agencies and non-governmental organizations (NGOs) to extend their assistance in an integrated manner. This integrated programme comprises four programme components:

- I. to ensure that peace is sustained throughout the region;
- II. to re-establish public institutions, such as a police force, justice system, and administrative bodies;
- III. to provide humanitarian assistance to satisfy the basic needs of the region's inhabitants in such areas as health, nutrition and shelter;
- IV. to rehabilitate and reconstruct the region's social and physical infrastructure (by building schools, hospitals, irrigation systems, etc.) and develop the human and natural resources present there (through vocational training, agricultural and fisheries programmes, etc.).

PROGRAMME COMPONENT I

Sustaining Peace in the Lower Juba Region

The reconciliation process in the Lower Juba Region, which has made great strides with the recent conclusion of the Lower Juba and Absame conferences, is now set to enter a new phase. A follow-up to the Absame Conference, also conducted at Dhobley, will strive to reconcile the Absame with other communities in the region, including the Marehan, Dolbahante, Galje'el, and Shekal. This initiative may also lead to the reconciliation of the Absame with the Majerteen, traditional rivals of the Absame clans in the Kismayo area. In fact, the reconciliation of faction leaders General Morgan (of the Majerteen community) and Omar Jess (of the Absame community) depends on the prior reconciliation of their respective communities. While this process continues, it is important that UNOSOM lend it its full support. Otherwise, an opportunity to achieve sustained peace throughout the region may be lost. Similarly, a prompt and visible increase in the level of relief and development aid given Kismayo would encourage those who, like the participants in the Lower Juba Conference, prefer reconciliation over continued conflict.

UNOSOM should also consider how its expertise in demining, demobilization and disarmament may be deployed in order to consolidate peace in the Lower Juba Region. In Article II of the Lower Juba Accords, the signatories agree to a cease-fire and cessation of hostilities in the region. Article IV states that faction leaders are responsible for the cantonment and rehabilitation of militias with the help of UNOSOM and international aid agencies. Article IV also prohibits the possession or movement of all weapons in towns without a permit. A committee is established under Article V for the purpose of ensuring that the cease-fire is maintained. The "Statement of Support and Pledge", signed by General Morgan and Osman Atto on 19 June 1994 affirms the militia leaders' support for the preceding measures and specifically requests the assistance of UNOSOM and the international community in the rehabilitation of militia members.

Clearly, there is much UNOSOM could do to facilitate the implementation of the preceding provisions. In particular, UNOSOM could help monitor the cease-fire and assist in the rehabilitation of militiamen. UNOSOM could also help implement a programme of

comprehensive disarmament should the parties opt for this. Any disarmament programme would have to include effective verification mechanisms. These could be developed and implemented by UNOSOM. Confidence building measures between ~~armed factions~~ in the Lower Juba Region appear equally important. In addition, UNOSOM will need to check for the presence of mines in the region. No detailed information on the number of mines or their placement is currently available. Once this information is received and the necessary resources secured, a comprehensive demining programme could be launched for Lower Juba.

inventory
to
mines
sites.

PROGRAMME COMPONENT II

Re-establishment of Public Institutions

With the emergence of a peaceful environment in the Lower Juba, UNOSOM should assist the region's communities in re-establishing and rapidly strengthening the police force, the justice system and district and regional councils.

A. Police Force

As all districts in the Lower Juba Region are eager to see the establishment of a properly trained and equipped police force, the priority for the UNOSOM Police Division is to strengthen the Somali Police Force through the provision of training and other forms of support. The UNOSOM Police Division will expand its assistance to the Somali Police by advising them on all aspects of policing, helping retrain and recruit policemen, and providing them with certain types of equipment, including 4x4 vehicles, trucks, water tanks, rifles, pistols and uniforms.

The actual strength of the Somali Police Force in the Lower Juba Region stands at 342, compared with an authorized strength of 506. The force is distributed thus: Kismayo 200, Bilisogani 26, Afmado 35, Jamame 24, Dhoobley 32, Badhadhe 25. They are to be issued the following equipment: four Nissan 4x4 vehicles, nine 2.5 ton trucks, 19 CUCV 4x4 vehicles, 4 water tanks, 350 M.16 rifles and 200 pistols.

Five police advisers/trainers will shortly be assigned to the area in order to ensure that the Somali Police Force receives all necessary assistance and to launch a training programme. Strong demand also exists for the establishment of the planned Darawistha or field police unit, assigned the task of patrolling the highways. This will also provide a means of integrating the better qualified members of the militias into the new Police Force.

A team of two Justice Division officers visited the Lower Juba Region from 2 to 8 July 1994 in connection with the programme to re-establish the criminal justice system in the Lower Juba Region. The recruitment of 20-25 more policemen to fulfil such court functions as warrant officers, escorts and guards was proposed. A regional Public Security Committee is to be set up to act as a technical advisory committee to the police in the absence of Regional and District Councils.

B. Judicial Organs

A three-tier hierarchy of judicial organs is envisaged for the region: Court of Appeal, Regional Court and five District Courts. The Court of Appeal will be composed of a chief justice and two other judges, with a supporting staff of nine. The Regional Court will have a chief justice and four other judges, with a supporting staff of 19. Each of the five District Courts will have two judges and a supporting staff of six. Kismayo District will however have three judges. The Justice Division will expand its assistance to the Somali Police by

Once the District Courts are functioning, the establishment of the Court of Appeal should follow. Clan leaders, elders and members of a Committee set up to implement the Lower Juba Peace Accord will agree to a list of judges for the Court of Appeal. The Justice Division programme also provides for:

- training for judges and staff;
- the rehabilitation of court buildings;
- the procurement of court materials through local businesses; and,
- the renovation of prison premises and training of custodial corps.

As part of its crime prevention programme, the UNOSOM Justice Division has drawn up plans for the establishment of youth centres. A pilot project is now being implemented in Kismayo. The aim of the project is to provide alternative activities for young people who might otherwise tend towards antisocial behaviour. Thus, the centre aims to foster positive attitudes and character traits in these youth. Justice Division staff are now identifying suitable Somali social workers for the implementation of this project. Other projects are being designed with the aim of involving families and religious institutions in crime prevention. The Justice Division work programme is premised on the notion that crime prevention is the ultimate foundation of social stability in Somalia.

C. Regional and District Councils

In the Lower Juba region, there is a need to strengthen and support the district councils already established by renovating their premises and training their staff. Other priorities include the establishment of a district council in Kismayo and of a Regional Council for the entire Lower Juba Region.

Out of the five districts in the region, four district councils are now operating in Badhadhe, Jamaame, Afmadu, and Hagar. In the Kismayo district, several different groups of judges and a supporting staff of six Kismayo District will however have demanded a say in district decision-making. UNOSOM's policy here has been to encourage meetings and consultations among the various clan elders in order to ensure that the District Council reflects the composition of the community. Talks are now under way in order to reach a consensus on the matter. The Kismayo District Council should be established shortly. The establishment of the Regional Council appears more problematic however, with the subject under discussion by General Morgan and Mr. Osman Atto.

Until very recently, the District Councils were not fully involved in community work and kept a rather low profile due to their lack of income, means of transportation, and other resources. The elders, who exercise considerable influence over the militia, seem to have greater control over district affairs than the District Councils.

Priority needs of the District Councils include:

- furniture; in Badhadhe District, bids have been requested from local manufacturers;
- restoration of buildings; local companies have been contacted, but often propose exorbitant prices; it might be useful to send a technical team to assess needs and establish UNOSOM standards for the work;
- means of transportation;

The UNDP has indicated its interest in supporting sustainable governance and strengthening the councils and other local institutions.

PROGRAMME COMPONENT III

Humanitarian Assistance

A. Role of the UN and other International Organizations

UNOSOM and UN agencies will assist the Lower Juba region in securing social services such as health, education and an adequate water supply. They will also help resettle refugees and displaced persons.

UNOSOM's policy here has been to consult with the various clan elders in order to ensure that

1) Health and Nutrition

UNOSOM and UN agencies will build on the existing capacities of the region's communities and will collaborate with international NGOs to design a programme which responds to individual community needs in health and nutrition. The integrated approach will aim at:

- ensuring that food commodities are made available to all citizens for emergency relief requirements;
- providing nutrition and health services to women and children on a priority basis;
- securing a high degree of community participation, both in the identification of needs, and the provision of services; and

- shifting the emphasis from curative to preventive care.

The respective UN agencies are prepared to provide the following assistance.

WFP

WFP is prepared to re-open the regional office in Kismayo once assurances are obtained from local authorities concerning the security and safety of all WFP personnel and property as well as the freedom of movement of WFP personnel, commodities and equipment across clan lines.

UNICEF

UNICEF has been providing assistance in the Lower Juba region in the fight against the cholera epidemic. It will be active in providing safe water and sanitary facilities to the region's communities. UNICEF will also address the problem of waterborn disease and diseases caused by poor sanitary conditions through the construction of new wells, repairs to old ones, chlorination of water supplies, and the installation of hand pumps. It will continue to immunize children against the six deadliest diseases including measles, polio, and tetanus. The social mobilization team will continue to provide wet rations to severely malnourished children and dry rations to moderately malnourished children in all of Kismayo's and Jamaame's feeding centres. Other beneficiaries of the rations programme will include pregnant and lactating women. UNICEF will also continue to provide educational materials, including textbooks, pencils, chalk, rubber, rulers and erasers.

2) Repatriation and Resettlement

UNOSOM will continue to facilitate and coordinate the voluntary resettlement of refugees and internally displaced persons (IDPs) in the Lower Juba region. The Division for Humanitarian Affairs of UNOSOM is assisting 5,000 to 10,000 refugees, who left the Liboi camp at the Kenyan border but are now stranded in Dhobley, to return to their places of origin. Following the implementation of the first phase of the resettlement plan, about 1,000 of the refugees have been relocated to their homes in the Lower Juba Valley. The

resettlement programme will benefit from UNOSOM small-scale project funds. As an interim measure, UNHCR, WFP, and NGOs will provide food, potable water and tents to these people. In the long run, the return of the refugees from Kenya to Lower Juba and the resettlement of IDPs within the region will be organized through the proposed resettlement programme drawn up by the International Organization for Migration (IOM).

International Organization for Migration (IOM)

Based on the findings and recommendations of the IOM mission which visited Somalia in May 1994, IOM has decided to assist in the resettlement of up to 60,000 IDPs. Subject to further study and discussion of needs with the UN and other partners and subject to the availability of funding, IOM would be prepared to assume the role of overall programme co-ordinator for the purpose of establishing and implementing in a timely fashion a programme to resettle IDPs in the Lower Juba region. The proposal raises the possibility of an integrated programme, run in co-ordination with the military and civilian components of UNOSOM. This programme would:

- keep updated statistics on IDPs for policy-making purposes;
- monitor and assess IDP issues and collaborate with other humanitarian partners in such matters; and
- develop plans with the military, UN agencies and NGOs involved in resettlement projects.

the ration programme will include providing educational materials, including textbooks.

UNHCR has just launched an appeal for financial support of its programme of repatriating Somali refugees from Kenya.

B. Role of International NGOs

MSF-Belgium is providing management assistance and a surgical team for the Kismayo General Hospital. It is rehabilitating two surgical theatres together with an x-ray unit.

OXFAM will continue its support to villages along both sides of the Lower Juba

38

river. The assistance provided by OXFAM will include:

- rehabilitation of agriculture through the distribution of seeds and tools, particularly to poor farmers and female-headed households;
- assistance for the resettlement of refugees and IDPs through the provision of agricultural supplies to returning families;
- support for food security through the distribution of simple fishing equipment; and
- assistance to local residents in their flood prevention work.

World Concern will offer feeding programmes for vulnerable groups, carry out food protection programmes and organize convoys for the return of displaced persons.

International Rescue Committee is conducting training programmes for women and skilled workers and extending small loans for agricultural projects.

American Refugee Committee is assisting the resettlement of refugees, returnees and IDPs

C. Role of Local NGOs

This is an important element which establishes the possibility of future self-reliance

The role of local NGOs is to supplement the work of international NGOs, especially in the region's outlying districts. Currently, Juba Relief Action and Jubaland Relief and Rehabilitation Society are working with Swedish Church Relief and the UNHCR on various projects.

PROGRAMME COMPONENT IV

Rehabilitation, Reconstruction and Development Activities

The international community will assist in the rehabilitation and reconstruction of the Lower Juba region. It will also provide assistance for the sustainable development of the region's human and natural resources. The priority will be accorded the rehabilitation of the agricultural and livestock sector, the reconstruction of physical infrastructure, and those

activities designed to generate employment and income for the people of the region. Specific examples of the projects now envisioned include:

- the rehabilitation of the agricultural sector, including irrigation facilities and agricultural inputs;
- the rehabilitation and reconstruction of the seaport and airport, roads and other physical infrastructure;
- rehabilitation of schools, hospitals, public buildings, and so forth;
- development of human resources through vocational training of militias and youths.

UN agencies, international financial organizations and bilateral donors will be involved in the formulation and implementation of projects and programmes. The organizations which will play a major role include UNDP, FAO, UNCTAD, and UNDO.

United Nations Development Programme (UNDP)

UNDP has already indicated its intention to assist in the development of the Lower Juba Region and is fielding a preparatory mission consisting of senior staff. A representative of FAO will also assess the development needs in the region and formulate projects. UNDP is interested in projects which have a tangible impact on employment and income generating activities and is prepared to consider the supporting the rehabilitation of the seaport and the airport in Kismayo.

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

FAO fielded a two-phase mission to Somalia in 1993 and has developed a strategy for sustainable agricultural and rural development. The strategy aims at strengthening food security through increased agricultural production and improving the access of vulnerable groups to food. The strategy places immediate and medium-term emphasis on the provision of basic production inputs and on rapid gains in agricultural and livestock production.

Pending the identification by UNDP of the exact requirements of the Lower Juba region for medium-term agricultural development, FAO is prepared to provide seeds

and tools for agriculture. Specifically, FAO has proposed to assist in seed multiplication. A service designed to guarantee farmers a source of elite seed supply will also be provided. Maize, sorghum, rice, sesame and cow pea adaptable hybrids will be produced for forward purchase by NGOs, UN agencies and other farmers. FAO has also proposed to assist the rehabilitation of fruit tree nurseries and to provide extension services in the Lower Juba region. The programme will benefit all fruit farmers in the Lower Juba region.

EEC/UNCTAD

Following the visit of an EEC/UNCTAD mission to Kismayo in June 1994, EEC/UNCTAD are expected to assist in the rehabilitation of the Kismayo port. Work could start as early as October 1994 if the area remains peaceful. UNDP has also expressed its interest in providing support for the rehabilitation of Kismayo seaport and airport.

United Nations Development Office (UNDO)

The United Nations Development Office has been established and started functioning as a project supported by UNDP. The UNDO also serves as a secretariat to the Somalia Aid Co-ordination Body (SACB) which co-ordinates the development ~~income generation~~ assistance activities planned and implemented for Somalia with the support of bilateral ~~stabilisation of the seaport and the airport in Kismayo~~ donors and international organizations. Among the UN agencies, UNDP, FAO and UNCTAD are already involved in such planning.

WFP

WFP will provide "food-for-work" assistance to those who will be engaged in rehabilitation and development projects. It will also undertake monetization programmes for small-scale projects.

f. make arrangements to advise the interested groups and individuals, and the general public, of the visit by the mission;

g. liaise with the UNDP local office reference administrative arrangements for the visit.

Queries

8. Member States with questions should refer them to the Secretariat in New York. The contact point there is Mr. Ivor Richard Fung, Political Affairs Officer, Room 3100B, Centre for Disarmament Affairs. Telephone (212) 963- 5537. Facsimile (212) 963- 1121.

**UNITED
NATIONS****S****Security Council**Distr.
GENERALS/1995/678
8 August 1995

ORIGINAL: ENGLISH

**PROGRESS REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON THE UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. The present report is submitted pursuant to resolution 997 (1995) of 9 June 1995, in which the Security Council extended the mandate of the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) until 8 December 1995. In that resolution, the Council also decided to adjust the mandate of UNAMIR to emphasize peace-building activities and authorized the gradual reduction of its troop level.
2. In resolution 997 (1995), the Security Council also asked me to report on the Mission's discharge of its mandate, the humanitarian situation and the progress made towards the repatriation of refugees. In my report of 9 July (S/1995/552), I informed the Council of the outcome of my consultations with the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers, in accordance with paragraph 6 of resolution 997 (1995). During the reporting period, the Council was provided with regular oral briefings on developments related to Rwanda. The present report provides an update on the situation as at 3 August.
3. For the past year or more Rwanda has tried to grapple with the aftermath of genocide. A quarter of its population is still in refugee camps near its borders, a lingering legacy of the tragic events of 1994. However, the security situation in the country has improved markedly since my report to the Council of 4 June (S/1995/457). Working relations between the Government of National Unity and UNAMIR have also improved and a spirit of cooperation with United Nations programmes and agencies, international non-governmental organizations and bilateral donors has emerged. My visit to Rwanda on 13 and 14 July was intended to help strengthen those positive trends. It also offered a useful opportunity for an exchange of views with the country's leadership on the problems that remain to be solved.

S/1995/678

English

Page 2

II. POLITICAL DEVELOPMENTS

4. During the period under review, the Government has taken certain steps to improve relations with neighbouring countries, especially Burundi, the United Republic of Tanzania and Zaire. The Ministers of Defence of Burundi, Rwanda and Zaire met at Bujumbura on 9 June and agreed to organize joint border patrols and to put into effect other measures that would improve security along their borders. The Foreign and Defence Ministers of Burundi and the Defence Minister of the United Republic of Tanzania visited Rwanda in July to discuss cooperation and other issues of mutual interest. This increase in bilateral contacts in the region is an encouraging sign.

5. Efforts to enhance the administration of justice, establish law and order and promote national reconciliation have continued. On 17 July, the Minister of Justice inaugurated a four-month training course for future magistrates. However, although senior government officials, including the Vice-President and Minister of Defence, Major-General Paul Kagame, have publicly called on the army and security forces to respect the rights of citizens, acts of violence continue to be reported.

6. The Government has continued to take measures aimed at building confidence and encouraging the voluntary return of refugees. On 20 June, it issued a statement that opened the possibility for contacts with refugee representatives who have not been implicated in acts of genocide. At the same time, it has encouraged refugees to visit Rwanda to assess conditions there personally and thus expedite the pace of repatriation. Conferences and seminars on national reconciliation, organized with the assistance of the United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda (see para. 16 below), have been convened. In addition, Radio UNAMIR, which can now be received in over 70 per cent of the territory of Rwanda, has continued its confidence-building broadcasts and provides the population with factual and objective information on the situation in the country. Once UNAMIR receives the Government's authorization to install the remainder of Radio UNAMIR's equipment, the broadcasts should also reach Rwandan refugee camps in Zaire.

7. In my last report on Rwanda (S/1995/552), I noted that the Government, in accordance with the provisions of the Arusha Peace Agreement (A/48/824-S/26915, annex I), had submitted to the National Assembly a list of suggested nominees for the posts of President and five Deputy Presidents of the Supreme Court. Several candidates on the list were not acceptable to the National Assembly and efforts are under way to identify mutually acceptable nominees. In addition, on 19 July, after reports that a government official had asserted that political activities by non-governmental parties were prohibited, President Pasteur Bizimungu stated that, while multi-party political activities, as such, had not been banned, "political competition and mutual accusations among political parties that cause instability and divisions" would not be allowed. Although restrictions aimed at preventing political extremism can be imposed in a pluralistic environment, the above reports are cause for concern since such restrictions in Rwanda will do nothing to foster national reconciliation.

S/1999/678
English
Page 3 .

My visit to Rwanda

8. Against the background of these trends, I visited Rwanda on 13 and 14 July to observe at first hand the progress made and the challenges that remain. During this visit, on which I briefed the Security Council on 25 July, I held detailed discussions with senior government officials, including President Bizimungu, Vice-President Kagame and Prime Minister Faustin Twagiramungu. I addressed a special session of the National Assembly, which was followed by an exchange of views with parliamentarians. I also met with representatives of Rwandan non-governmental organizations that are actively involved in the field of human rights and represent survivors of the genocide. During a visit to Nyarubuye in south-eastern Rwanda, I placed a wreath at an official site dedicated to the memory of victims of genocide. An aerial inspection of prisons in Kigali and Nsinda helped to focus public attention on the urgent need to alleviate the inhuman conditions in Rwandan jails.

9. A convergence of views emerged from my discussions with government officials on the priority tasks facing Rwanda. These included national reconciliation, the maintenance of security within the country and along its borders and reconstruction. I discussed with government officials reports of the growing threat of destabilization beyond Rwanda's borders.

10. With regard to national reconciliation, my discussions focused on efforts to expedite the repatriation of refugees. Special emphasis was placed on the need to create conditions on the ground that would instil the confidence and trust necessary to encourage refugees to return voluntarily in conditions of security and dignity. In this connection, I raised the need to strengthen the national judiciary. I emphasized that the Rwandan people as a whole, as envisaged under the Arusha agreements (A/48/824-S/26915, annexes), must participate fully in their country's governance; only on such a basis could national healing and sustainable economic progress be achieved. As an additional confidence-building measure, I discussed with government officials the possibility of organizing non-official round-table meetings and inviting participants from all sectors of Rwandan society, including the refugee community. At the same time, it is clear that respect for human rights is an essential factor in achieving national reconciliation. While those responsible for acts of genocide should be brought to justice, acts of vengeance or retaliation must not be tolerated. Another issue raised during my stay in Rwanda was the increased threat of destabilization. I emphasized to government officials my strong concern that the people of Rwanda, who had already suffered so much, should not be subjected to another cycle of violence. In my view, the earliest safe return of refugees would diminish the threat of infiltration, sabotage and destabilization from outside the country. As long as large concentrations of refugees remained in neighbouring countries, those dangers would be likely to continue.

S/1995/678

English

Page 4

III. SECURITY

11. As noted above, the security situation in Rwanda has improved. Restrictions on UNAMIR's freedom of movement have generally ceased, permitting a more effective execution of the Mission's mandate. In addition, incidents of banditry and theft have decreased significantly in recent months.
12. In some areas, however, acute housing shortages and disputes over property continue to result in acts of violence. In this connection, the closure of camps for internally displaced persons in the south-west and the consequent return of a large number of people to their previous neighbourhoods, as well as the continued repatriation of refugees, have increased the pressure for housing and land. Although their number had decreased, cases of arbitrary arrest and detention continue to cause concern, as do the continuing reports of attacks, disappearances and killings, mostly of new returnees.
13. On 27 July and 1 August, the sub-prefects of Ruhango in Gitarama prefecture and Gikongoro in Gikongoro prefecture were killed by unidentified gunmen, as was a senior Roman Catholic cleric of the parish of Kamonyi in Gitarama prefecture. Investigations have not yet revealed the motive for the crime. Incidents such as these undermine the much-needed atmosphere of security.
14. Tension and lack of security also continue to be reported from areas of Zaire adjacent to Rwanda. Reports of infiltration and sabotage by armed elements, as well as allegations that members of the former government forces and militias are conducting military training and receiving deliveries of arms, have greatly heightened tensions in the border areas. The Governments of both Zaire and Rwanda recently admitted that the situation in the border zone had deteriorated and each has accused the other of involvement. The Government of Rwanda has enhanced security measures, especially in border areas, in order to reduce the threat of destabilization by armed elements, and has requested that restrictions on its acquisition of arms be lifted.
15. On 9 July, I reported to the Security Council (see S/1995/552) pursuant to its request in resolution 997 (1995) that I consult the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers to monitor the sale or supply of arms and matériel. My Special Envoy, Mr. Aldo Ajello, had visited the region and had found some countries to be reluctant to have such military observers stationed in their territory. I informed the Council on 25 July of my own discussions in the region on this issue. A consensus had emerged concerning the urgent need to prevent acts of violence that might pose a threat to peace and stability in the region. In that connection, some Governments had indicated interest in the establishment, under United Nations auspices, of an international commission of inquiry to investigate allegations of arms deliveries to members of the former Rwandese government forces. All Member States concerned would have to support such a proposal if it were to be effective. I intend to pursue consultations in this regard and, in due course, to present recommendations to the Council on the possible establishment of an international commission.

IV. HUMAN RIGHTS

16. The United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda continued its efforts to sensitize the Rwandan population to the importance of respecting the human rights of all citizens. As at 1 August 1995, it had deployed 118 members and established 11 field offices throughout the country, which serve as base stations for mobile teams of human rights officers. Plans are under way to establish sub-offices in a number of additional communes in order to maintain a more integrated presence throughout the country. In the meantime, field officers continue to visit communes and meet with civil, judicial and military authorities and the local population. Their work has focused on security, access to property, the functioning of the local judicial system, conditions in detention centres and alleged human rights violations. The Field Operation is also in the process of establishing human rights committees at the provincial or prefectural level, with local participation, which will meet regularly with representatives of various government authorities. During the period under review, the Operation organized educational seminars for civil, military and judicial representatives.

V. INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR RWANDA

17. The six judges of the two trial chambers of the Tribunal elected by the General Assembly in May 1995 have been sworn in and their first plenary session was held from 26 to 30 June at The Hague. During that session, the judges elected Judge Laity Kama (Senegal) President and Judge Yakov A. Ostrovsky (Russian Federation) Vice-President, and adopted the rules of procedure of the Tribunal. It is imperative that the Tribunal begin its substantive work in the near future.

18. Premises for the Prosecutor's Office at Kigali have been identified and it is expected that it will soon be fully staffed. None the less, more effort is needed to enable the Tribunal to start functioning at Arusha and to maintain a fully operational office at Kigali. On 20 July, in its resolution 49/251, the General Assembly approved some \$13.5 million for the financing of the Tribunal's work. However, in view of the enormous material, personnel and logistical requirements necessary to ensure its proper functioning, I reiterate my appeal to Member States to make additional voluntary contributions to the United Nations Voluntary Fund established for the Tribunal. To date, \$6.3 million has been contributed to the Fund. I express my appreciation to the Member States concerned.

VI. MILITARY ASPECTS

19. In accordance with the adjusted mandate authorized by the Security Council in its resolution 997 (1995), the activities of the military component of UNAMIR have shifted from providing security to assisting in the normalization of the country. The military component of the Mission also assists in the delivery of humanitarian aid and the provision of engineering and logistical support. Its ability to provide such assistance will, however, be increasingly limited by the gradual reduction of its manpower and other resources.

/...

S/1995/678

English

Page 6

20.. With the authorized reduction in the number of UNAMIR troops to 1,800 by October 1995, the Mission's military component is being drawn down. Units of United Nations troops stationed in various areas throughout the country have been consolidated into company-size formations. Based on operational requirements, the following units will remain in the country: the battalion of 660 personnel from Ghana, whose task is to protect United Nations installations and facilities; an additional company of 135 personnel, to provide protection for personnel of the International Tribunal and the Human Rights Field Operation; the Force signal company of 75 personnel (India), responsible for providing communication support for the Force Headquarters and four sector headquarters; the military police platoon of 45 personnel; and a Force Headquarters team consisting of 35 staff officers, which will remain at Kigali. In addition, an engineer company of 125 personnel from India will provide engineering support throughout Rwanda and a group of 85 Canadian personnel will maintain UNAMIR's integrated logistics system. One infantry company each from Ghana, Mali, Malawi and Nigeria will be stationed at Kibungo, Gikongoro, Cyangugu and Nyundo, respectively. The military medical team, which is provided by Australia, is scheduled to withdraw by 22 August. Many potential contributors have been requested to provide a replacement; unfortunately, none has agreed to assist. I am, therefore, urgently exploring the possibility of providing medical services for UNAMIR through contractual arrangements.

21. In accordance with resolution 997 (1995), the repatriation of UNAMIR's troops has begun. To date, the Ethiopian, Tunisian and Zambian infantry battalions have been repatriated, as have some personnel from the Nigerian company. As at 3 August 1995, the strength of UNAMIR's troops had been reduced to 3,571 all ranks. The Australian and Senegalese contingents are expected to be repatriated by late August, while personnel from the Ghanaian and Malian companies are scheduled to go in early September. The Indian infantry battalion is expected to reach its reduced level by early October. The number of military police and Force Headquarters staff will also decrease throughout the period.

22. The same resolution authorized the current strength of UNAMIR's military observers to be maintained at 320. During the reporting period, military observers continued to maintain liaison with government representatives, human rights observers and United Nations agencies and to monitor the security of resettled refugees, internally displaced persons and others.

VII. CIVILIAN POLICE

23. In its resolution 997 (1995), the Security Council decided to maintain the authorized strength of UNAMIR's civilian police component at 120 police observers. As at 3 August, the total strength of the component was 56 observers from nine countries; 21 additional observers are expected to be deployed by mid-August.

24. My report of 4 June (S/1995/457) indicated that the Government of Rwanda had taken the position that the training programme being conducted by the UNAMIR civilian police component should be replaced by bilateral arrangements and that the United Nations police component should be withdrawn once those arrangements were in place. Since that time, the Government has agreed that UNAMIR should

/...

S/1995/648

English

Page 7

continue its training programme throughout the present mandate period. Accordingly, the civilian police component has continued to concentrate on monitoring and training. On 15 June 1995, a second group of 301 gendarmes completed an intensive 16-week training programme conducted by the United Nations. Training of an additional 513 gendarmes started in July and will be followed by that of 100 instructors.

25. With assistance from the international community, the Government of Rwanda has taken steps to strengthen the Communal Police Training Centre. In early July, two projects were approved whereby the United Nations Development Programme (UNDP) will provide assistance for the training of the national gendarmerie and 1,500 communal police officers. The first group of 750 officers is expected to begin training in early September.

VIII. HUMANITARIAN ASPECTS

26. Despite the efforts of the Rwandan authorities and the international community, in particular UNAMIR, the United Nations Rwanda Emergency Office, the United Nations High Commissioner for Human Rights, UNDP, the United Nations Children's Fund (UNICEF), and the International Committee of the Red Cross (ICRC), the conditions in the prisons now constitute a major humanitarian crisis. Over 50,000 people are now incarcerated in 12 prisons and various places of detention, although the prison capacity is only 12,250. Death rates have been estimated at more than 200 per month. There is therefore a pressing need for more vigorous efforts by the Rwandan authorities and the international community in order to alleviate the prison situation.

27. A number of political and religious leaders have recently visited Rwanda. These include the Minister for Development Cooperation of the Netherlands, Mr. Jan Pronk, Archbishop Desmond Tutu from South Africa and the Minister of Foreign Affairs of Germany, Dr. Klaus Kinkel. Many of these leaders have witnessed the appalling prison conditions. Since his visit, Dr. Kinkel has sent me a communication urging me to do everything possible to put an end to this catastrophic situation.

28. I have requested the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs to initiate, in coordination with the Government of Rwanda and the international community, effective and urgent measures to reverse the situation. The Department of Humanitarian Affairs has already held consultations in New York with United Nations agencies and donor representatives with a view to drawing up a plan of action to secure resources and reaching agreement on a coordination mechanism. Further consultations are envisaged in Geneva prior to a mission led by the Department of Humanitarian Affairs to Kigali next week to finalize the action plan in conjunction with the Government of Rwanda and my Special Representative.

29. Since my report of 4 June (S/1995/457), the rate of repatriation of Rwandan refugees from neighbouring countries has increased slightly. In June, 2,727 refugees returned to Rwanda from Zaire. The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimates that, in addition to the 6,250

S/1995/678

English

Page 8

refugees repatriated from Burundi under its auspices in June and July, up to 10,000 persons may have returned to Rwanda on their own during the same period.

30. Prospects for the repatriation of refugees from the United Republic of Tanzania to Rwanda improved after officials from both countries met with UNHCR representatives at Kigali from 17 to 19 July to examine modalities for the return of an estimated 700,000 persons. The meeting concluded with an agreement to establish a joint commission on security and the resettlement of refugees. It is also hoped that confidence-building measures sponsored by the Government, the United Nations and non-governmental organizations, such as organized visits by refugees to Rwanda, will encourage repatriation.

31. Since the closure of the camps for internally displaced persons in the south-west of Rwanda, international humanitarian organizations have increased their activities at the commune level. The Government has also started the first phase of its Rehabilitation Programme, targeting 59 communes in priority areas. Food aid deliveries throughout the country have increased and there are sufficient stocks of food in the country and in the region to cover planned distribution programmes. Supplies for emergency distribution, should the need arise, are at present available in adequate quantities.

32. Following a bilateral agreement between the Governments of the United States of America and Rwanda, a national de-mining programme was established in July. Under the terms of the agreement, a national de-mining office will be established and a mine database created. The office will also serve as the focal point for a mine awareness programme, as well as for a programme that will provide de-mining training to 80 government soldiers. These activities will contribute significantly to the reconstruction effort.

33. As at 12 July, the United Nations Trust Fund for Rwanda had received contributions amounting to \$6.54 million, including a recent contribution from New Zealand of \$200,000. The Fund has financed projects aimed at meeting emergency and rehabilitation needs, as well as the urgent requirements of essential government ministries. As at 1 August, a total of \$116 million had been pledged against the sum of \$219 million outlined in the 1995 Consolidated Inter-Agency Emergency Appeal for Rwanda; this represents a \$36 million increase in pledges since my last report to the Council. For the needs of the subregion, pledges amounted to \$346 million, against a total requirement of \$587 million, representing an increase of \$1 million.

34. Although a large-scale humanitarian effort is still required to meet the massive emergency needs of Rwandan refugees in neighbouring countries, the present emphasis in Rwanda itself is gradually shifting towards rehabilitation and reconstruction. This shift from emergency assistance has required an adjustment in the various United Nations humanitarian programmes and field structures operating in the country. As a result, the United Nations Rwanda Emergency Office, which was established in 1994 under the direction of the Humanitarian Coordinator in Kigali, has begun to prepare for its eventual closure. Transitional arrangements are being made to ensure that the coordination of humanitarian assistance will continue. Among these arrangements is the establishment of a small United Nations Disaster Management Team, headed

S/1995/678

English

Page 9

by the Resident Coordinator, which will ensure that appropriate emergency response measures are prepared and undertaken in a timely and effective manner.

IX. ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS

35. Donor countries and United Nations agencies met at Kigali on 6 and 7 July for a mid-term review of the Round-Table Conference held at Geneva in January 1995. The donor community recognized the need to expedite the disbursement of already committed funds and pledged an additional \$200 million, bringing to over \$800 million the amount pledged since the Conference. At the meeting, progress in rebuilding the country's infrastructure was reported, as was an increase in agricultural production. Formidable challenges remain, however, in the areas of resettlement, budgetary support, national capacity-building and industrial production.

36. Total contributions administered by UNDP through its trust fund arrangement stood at \$22 million as at 25 July 1995, at which time \$13 million had been received and some \$7.5 million disbursed for rehabilitation and development projects, including strengthening the capacity of the justice system; rehabilitation of key administrative buildings; provision of equipment vital to the functioning of Rwandan public administration; expansion of the existing prison capacity; and provision of support to training programmes for the communal police and national gendarmerie.

37. Several programmes aimed at facilitating the return to Rwanda of former members of the country's public service sector have been initiated. UNICEF and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) have continued to help provide basic education to Rwandans, both within the country and in refugee camps. In addition, the World Bank, the International Monetary Fund (IMF) and UNDP are involved in a project designed to strengthen the Government's capacity to manage its economic, financial and human resources.

38. There have been a number of improvements in alleviating the plight of Rwandan children, many of whom have yet to overcome the trauma inflicted by the horrors of the events of 1994. Of the approximately 45,000 children who lost or were separated from their parents, over 28,000 are now in foster-care facilities and intensive efforts are under way to provide for the rest. In mid-June, 155 prisoners between the ages of 7 and 14 were transferred to a new facility specially designed for children. The demobilization, rehabilitation and reintegration of child soldiers is continuing.

X. FINANCIAL ASPECTS

39. In its resolution 49/20 B of 12 July 1995, the General Assembly decided, as an interim measure pending the submission at its fiftieth session of revised cost estimates and the report of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions, to appropriate \$109,951,900 gross (\$107,584,300 net) for the operation of UNAMIR for the period from 10 June to 31 December 1995. The Assembly also decided that \$99,628,200 gross (\$97,508,000 net) should be assessed among Member States for the maintenance of UNAMIR for the period from

/...

S/1995/678

English

Page 10

10 June to 8 December 1995. The revised cost estimates will include two additional posts for the positions of Civilian Police Commissioner and Director of the UNAMIR Liaison Office at Kinshasa.

40. As at 26 July 1995, the total outstanding assessed contributions to the UNAMIR Special Account since the inception of the Mission amounted to \$64.7 million. The total outstanding assessed contributions for all peace-keeping operations amounted to \$1,779.3 million.

XI. OBSERVATIONS AND CONCLUSIONS

41. In the 12 months that have passed since one of the most tragic chapters in Africa's history, the Government of Rwanda has made efforts to stabilize conditions within the country, although the weakness of the economy and the lack of public revenue to run an effective administration continue to frustrate those efforts. This is one reason why many of the causes of the conflict and ensuing genocide remain to be addressed in a determined and comprehensive manner. In addition to the steps taken so far by the Government and the international community, more time and greater efforts are needed before the country can recover from the traumatic events of 1994. Since the tensions on the country's borders could erupt in uncontrollable violence at any moment, it is with a sense of urgency that the Government of Rwanda, the countries in the subregion and other members of the international community must address the vital issues confronting the country.

42. It is imperative that representatives of all sectors of Rwandan society begin talks in order to reach an agreement on a constitutional and political structure to achieve lasting stability. Such talks must, of course, exclude those political leaders suspected of planning and directing the genocide last year, who must be judged by the International Tribunal. The Government of Rwanda should promote such talks so that the thousands of others who live under suspicion can gain confidence and join in the efforts to reconstruct their country.

43. The international community has an important role to play in Rwanda's reconstruction and in encouraging repatriation and reconciliation. I take this opportunity to express my appreciation to States, donor agencies and non-governmental organizations for the vital contributions they have made to promoting peace and rehabilitation in Rwanda. At the same time, I call upon them to intensify their efforts during this critical period in order to help avert a resumption of violence.

44. In accordance with resolution 997 (1995), UNAMIR is taking the necessary steps to draw down its military presence in Rwanda and to implement its new mandate. The Government has encouraged this approach, which reflects the gradually improving conditions in the country. In this connection, I urge it to ensure that visible measures are put in place to ensure respect for human rights and security for all Rwandan people. It is particularly important to continue to encourage the voluntary return of refugees. This would send a clear message to the international community that its assistance for reconstruction should be accelerated.

S/1995/678

English

Page 11

45. During my visit to the subregion, there was clear consensus among government leaders that instability in any State in the area could have a dramatic effect on all its neighbours. It was widely recognized that destabilizing influences, such as armed infiltrations, acts of sabotage and illegal arms acquisitions, should be prevented through cooperative efforts. Strong interest was expressed in the establishment of an international commission under the auspices of the United Nations to address allegations of arms flows to former government forces. I hope that all Governments concerned will support such an initiative. It is my intention to provide my recommendations in this regard to the Security Council shortly.

46. I discussed with heads of State and Government in the region the idea of convening a regional conference that would consider the interrelated problems of peace, security and development, having in mind the adoption of a specific programme of action. In the meantime, in order to address the urgent problems facing the repatriation of refugees, it may be useful to convene, at the earliest possible date, a regional meeting aimed at developing concrete measures to implement the commitments embodied in the Nairobi Summit declaration of January 1995, the Bujumbura Action Plan of February 1995 and the tripartite agreements signed by UNHCR, Rwanda and neighbouring countries hosting Rwandan refugees. This would be in addition to the possible holding of round-table meetings, in which all sectors of Rwandan society would participate, referred to earlier in the present report. I intend to continue intensive consultations on all of these proposals.

47. In conclusion, I wish to express my appreciation to my Special Representative, Mr. Shaharyar Khan, to the Force Commander, Major-General Guy Tousignant, and to all military, police and civilian personnel of UNAMIR for their continuing efforts and remarkable dedication to the cause of peace and security in Rwanda.

**NATIONS
UNIES****S.****Conseil de sécurité**Distr.
GÉNÉRALES/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**RAPPORT INTÉRIMAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.
2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/532), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.
3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en œuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration ouvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

S/1995/678
Français
Page 3.

causaient instabilité et zizanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officielles et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Kamonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalant des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je me propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1^{er} août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (45 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungo, Gikongoro, Cyanguu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et sambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Ceux de la police militaire et du

/...

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 15 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

27. Divers dirigeants politiques et religieux se sont récemment rendus au Rwanda, notamment le Ministre néerlandais pour la coopération en matière de développement, M. Jan Pronk, l'archevêque Desmond Tutu, d'Afrique du Sud, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel. Nombre de ces dirigeants ont pu constater les conditions effroyables régnant dans les prisons. Après sa visite, M. Kinkel m'a adressé une communication me demandant instamment de faire tout mon possible pour mettre fin à cette situation catastrophique.

28. J'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de prendre, d'urgence, en coordination avec le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, des mesures efficaces afin de remédier à la situation. Le Département des affaires humanitaires a déjà tenu des consultations à New York avec des représentants des organismes des Nations Unies et des donateurs, afin de mettre au point un plan d'action visant à obtenir des ressources et à parvenir à un accord sur un mécanisme de coordination. D'autres consultations sont envisagées à Genève avant qu'une mission conduite par le Département des affaires humanitaires ne se rende la semaine prochaine à Kigali pour arrêter le plan d'action en collaboration avec le Gouvernement rwandais et mon Représentant spécial.

29. Depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457), le rythme auquel les Rwandais réfugiés dans des pays voisins sont retournés au Rwanda s'est légèrement accéléré. En juin, 2 727 Rwandais réfugiés au Zaïre sont rentrés au Rwanda. Selon le HCR, il se pourrait qu'en plus des 6 250 réfugiés au Burundi qui ont été rapatriés sous ses auspices en juin et juillet, quelque 10 000 personnes soient rentrées au Rwanda de leur propre initiative au cours de la même période.

30. Les perspectives de rapatriement des réfugiés rwandais en provenance de la République-Unie de Tanzanie se sont améliorées depuis que des hauts fonctionnaires des deux pays ont rencontré des représentants du HCR à Kigali du 17 au 19 juillet pour examiner les modalités du rapatriement d'environ 700 000 personnes. La réunion a débouché sur un accord concernant la mise en place d'une commission conjointe sur la sécurité et la réinstallation des réfugiés. Il y a lieu d'espérer aussi que les mesures de confiance prises par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales, telles que des visites organisées de réfugiés au Rwanda, encourageront le rapatriement.

31. Depuis la fermeture des camps de personnes déplacées dans le sud-ouest du Rwanda, les organisations humanitaires internationales ont intensifié leurs activités au niveau des communes. Le Gouvernement a également lancé la première phase de son programme de relèvement, en concentrant ses efforts sur 59 communes situées dans des zones prioritaires. Les livraisons d'aide alimentaire dans le pays ont augmenté et il existe au Rwanda et dans la région des stocks de vivres suffisants pour couvrir les programmes prévus de distribution. Les approvisionnements à distribuer en cas d'urgence, si le besoin s'en faisait sentir, sont désormais disponibles en quantités adéquates.

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis son dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 527 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instamment de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un état de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

/...

age 12

7. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Cousignat, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.

**UNITED
NATIONS****S****Security Council**Distr.
GENERALS/1995/678
8 August 1995

ORIGINAL: ENGLISH

**PROGRESS REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON THE UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. The present report is submitted pursuant to resolution 997 (1995) of 9 June 1995, in which the Security Council extended the mandate of the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) until 8 December 1995. In that resolution, the Council also decided to adjust the mandate of UNAMIR to emphasize peace-building activities and authorized the gradual reduction of its troop level.
2. In resolution 997 (1995), the Security Council also asked me to report on the Mission's discharge of its mandate, the humanitarian situation and the progress made towards the repatriation of refugees. In my report of 9 July (S/1995/552), I informed the Council of the outcome of my consultations with the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers, in accordance with paragraph 6 of resolution 997 (1995). During the reporting period, the Council was provided with regular oral briefings on developments related to Rwanda. The present report provides an update on the situation as at 3 August.
3. For the past year or more Rwanda has tried to grapple with the aftermath of genocide. A quarter of its population is still in refugee camps near its borders, a lingering legacy of the tragic events of 1994. However, the security situation in the country has improved markedly since my report to the Council of 4 June (S/1995/457). Working relations between the Government of National Unity and UNAMIR have also improved and a spirit of cooperation with United Nations programmes and agencies, international non-governmental organizations and bilateral donors has emerged. My visit to Rwanda on 13 and 14 July was intended to help strengthen those positive trends. It also offered a useful opportunity for an exchange of views with the country's leadership on the problems that remain to be solved.

S/1995/678

English

Page 2

II. POLITICAL DEVELOPMENTS

4. During the period under review, the Government has taken certain steps to improve relations with neighbouring countries, especially Burundi, the United Republic of Tanzania and Zaire. The Ministers of Defence of Burundi, Rwanda and Zaire met at Bujumbura on 9 June and agreed to organize joint border patrols and to put into effect other measures that would improve security along their borders. The Foreign and Defence Ministers of Burundi and the Defence Minister of the United Republic of Tanzania visited Rwanda in July to discuss cooperation and other issues of mutual interest. This increase in bilateral contacts in the region is an encouraging sign.

5. Efforts to enhance the administration of justice, establish law and order and promote national reconciliation have continued. On 17 July, the Minister of Justice inaugurated a four-month training course for future magistrates. However, although senior government officials, including the Vice-President and Minister of Defence, Major-General Paul Kagame, have publicly called on the army and security forces to respect the rights of citizens, acts of violence continue to be reported.

6. The Government has continued to take measures aimed at building confidence and encouraging the voluntary return of refugees. On 20 June, it issued a statement that opened the possibility for contacts with refugee representatives who have not been implicated in acts of genocide. At the same time, it has encouraged refugees to visit Rwanda to assess conditions there personally and thus expedite the pace of repatriation. Conferences and seminars on national reconciliation, organized with the assistance of the United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda (see para. 16 below), have been convened. In addition, Radio UNAMIR, which can now be received in over 70 per cent of the territory of Rwanda, has continued its confidence-building broadcasts and provides the population with factual and objective information on the situation in the country. Once UNAMIR receives the Government's authorization to install the remainder of Radio UNAMIR's equipment, the broadcasts should also reach Rwandan refugee camps in Zaire.

7. In my last report on Rwanda (S/1995/552), I noted that the Government, in accordance with the provisions of the Arusha Peace Agreement (A/48/824-S/26915, annex I), had submitted to the National Assembly a list of suggested nominees for the posts of President and five Deputy Presidents of the Supreme Court. Several candidates on the list were not acceptable to the National Assembly and efforts are under way to identify mutually acceptable nominees. In addition, on 19 July, after reports that a government official had asserted that political activities by non-governmental parties were prohibited, President Pasteur Bizimungu stated that, while multi-party political activities, as such, had not been banned, "political competition and mutual accusations among political parties that cause instability and divisions" would not be allowed. Although restrictions aimed at preventing political extremism can be imposed in a pluralistic environment, the above reports are cause for concern since such restrictions in Rwanda will do nothing to foster national reconciliation.

S/1995/078
English
Page 3

My visit to Rwanda

8. Against the background of these trends, I visited Rwanda on 13 and 14 July to observe at first hand the progress made and the challenges that remain. During this visit, on which I briefed the Security Council on 25 July, I held detailed discussions with senior government officials, including President Bizimungu, Vice-President Kagame and Prime Minister Faustin Twagiramungu. I addressed a special session of the National Assembly, which was followed by an exchange of views with parliamentarians. I also met with representatives of Rwandan non-governmental organizations that are actively involved in the field of human rights and represent survivors of the genocide. During a visit to Nyarubuye in south-eastern Rwanda, I placed a wreath at an official site dedicated to the memory of victims of genocide. An aerial inspection of prisons in Kigali and Nsinda helped to focus public attention on the urgent need to alleviate the inhuman conditions in Rwandan jails.

9. A convergence of views emerged from my discussions with government officials on the priority tasks facing Rwanda. These included national reconciliation, the maintenance of security within the country and along its borders and reconstruction. I discussed with government officials reports of the growing threat of destabilization beyond Rwanda's borders.

10. With regard to national reconciliation, my discussions focused on efforts to expedite the repatriation of refugees. Special emphasis was placed on the need to create conditions on the ground that would instil the confidence and trust necessary to encourage refugees to return voluntarily in conditions of security and dignity. In this connection, I raised the need to strengthen the national judiciary. I emphasized that the Rwandan people as a whole, as envisaged under the Arusha agreements (A/48/824-S/26915, annexes), must participate fully in their country's governance; only on such a basis could national healing and sustainable economic progress be achieved. As an additional confidence-building measure, I discussed with government officials the possibility of organizing non-official round-table meetings and inviting participants from all sectors of Rwandan society, including the refugee community. At the same time, it is clear that respect for human rights is an essential factor in achieving national reconciliation. While those responsible for acts of genocide should be brought to justice, acts of vengeance or retaliation must not be tolerated. Another issue raised during my stay in Rwanda was the increased threat of destabilization. I emphasized to government officials my strong concern that the people of Rwanda, who had already suffered so much, should not be subjected to another cycle of violence. In my view, the earliest safe return of refugees would diminish the threat of infiltration, sabotage and destabilization from outside the country. As long as large concentrations of refugees remained in neighbouring countries, those dangers would be likely to continue.

III. SECURITY

11. As noted above, the security situation in Rwanda has improved. Restrictions on UNAMIR's freedom of movement have generally ceased, permitting a more effective execution of the Mission's mandate. In addition, incidents of banditry and theft have decreased significantly in recent months.

12. In some areas, however, acute housing shortages and disputes over property continue to result in acts of violence. In this connection, the closure of camps for internally displaced persons in the south-west and the consequent return of a large number of people to their previous neighbourhoods, as well as the continued repatriation of refugees, have increased the pressure for housing and land. Although their number had decreased, cases of arbitrary arrest and detention continue to cause concern, as do the continuing reports of attacks, disappearances and killings, mostly of new returnees.

13. On 27 July and 1 August, the sub-prefects of Rubungu in Gitarama prefecture and Gikongoro in Gikongoro prefecture were killed by unidentified gunmen, as was a senior Roman Catholic cleric of the parish of Kamonyi in Gitarama prefecture. Investigations have not yet revealed the motive for the crime. Incidents such as these undermine the much-needed atmosphere of security.

14. Tension and lack of security also continue to be reported from areas of Zaïre adjacent to Rwanda. Reports of infiltration and sabotage by armed elements, as well as allegations that members of the former government forces and militias are conducting military training and receiving deliveries of arms, have greatly heightened tensions in the border areas. The Governments of both Zaïre and Rwanda recently admitted that the situation in the border zone had deteriorated and each has accused the other of involvement. The Government of Rwanda has enhanced security measures, especially in border areas, in order to reduce the threat of destabilization by armed elements, and has requested that restrictions on its acquisition of arms be lifted.

15. On 9 July, I reported to the Security Council (see S/1995/552) pursuant to its request in resolution 997 (1995) that I consult the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers to monitor the sale or supply of arms and matériel. My Special Envoy, Mr. Aldo Ajello, had visited the region and had found some countries to be reluctant to have such military observers stationed in their territory. I informed the Council on 25 July of my own discussions in the region on this issue. A consensus had emerged concerning the urgent need to prevent acts of violence that might pose a threat to peace and stability in the region. In that connection, some Governments had indicated interest in the establishment, under United Nations auspices, of an international commission of inquiry to investigate allegations of arms deliveries to members of the former Rwandese government forces. All Member States concerned would have to support such a proposal if it were to be effective. I intend to pursue consultations in this regard and, in due course, to present recommendations to the Council on the possible establishment of an international commission.

IV. HUMAN RIGHTS

16. The United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda continued its efforts to sensitize the Rwandan population to the importance of respecting the human rights of all citizens. As at 1 August 1995, it had deployed 118 members and established 11 field offices throughout the country, which serve as base stations for mobile teams of human rights officers. Plans are under way to establish sub-offices in a number of additional communes in order to maintain a more integrated presence throughout the country. In the meantime, field officers continue to visit communes and meet with civil, judicial and military authorities and the local population. Their work has focused on security, access to property, the functioning of the local judicial system, conditions in detention centres and alleged human rights violations. The Field Operation is also in the process of establishing human rights committees at the provincial or prefectural level, with local participation, which will meet regularly with representatives of various government authorities. During the period under review, the Operation organized educational seminars for civil, military and judicial representatives.

V. INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR RWANDA

17. The six judges of the two trial chambers of the Tribunal elected by the General Assembly in May 1995 have been sworn in and their first plenary session was held from 26 to 30 June at The Hague. During that session, the judges elected Judge Laity Kama (Senegal) President and Judge Yakov A. Ostrovsky (Russian Federation) Vice-President, and adopted the rules of procedure of the Tribunal. It is imperative that the Tribunal begin its substantive work in the near future.

18. Premises for the Prosecutor's Office at Kigali have been identified and it is expected that it will soon be fully staffed. None the less, more effort is needed to enable the Tribunal to start functioning at Arusha and to maintain a fully operational office at Kigali. On 20 July, in its resolution 49/251, the General Assembly approved some \$13.5 million for the financing of the Tribunal's work. However, in view of the enormous material, personnel and logistical requirements necessary to ensure its proper functioning, I reiterate my appeal to Member States to make additional voluntary contributions to the United Nations Voluntary Fund established for the Tribunal. To date, \$6.3 million has been contributed to the Fund. I express my appreciation to the Member States concerned.

VI. MILITARY ASPECTS

19. In accordance with the adjusted mandate authorized by the Security Council in its resolution 997 (1995), the activities of the military component of UNAMIR have shifted from providing security to assisting in the normalization of the country. The military component of the Mission also assists in the delivery of humanitarian aid and the provision of engineering and logistical support. Its ability to provide such assistance will, however, be increasingly limited by the gradual reduction of its manpower and other resources.

/...

S/1995/678

English

Page 6

20. With the authorized reduction in the number of UNAMIR troops to 1,800 by October 1995, the Mission's military component is being drawn down. Units of United Nations troops stationed in various areas throughout the country have been consolidated into company-size formations. Based on operational requirements, the following units will remain in the country: the battalion of 660 personnel from Ghana, whose task is to protect United Nations installations and facilities; an additional company of 135 personnel, to provide protection for personnel of the International Tribunal and the Human Rights Field Operation; the Force signal company of 75 personnel (India), responsible for providing communication support for the Force Headquarters and four sector headquarters; the military police platoon of 45 personnel; and a Force Headquarters team consisting of 35 staff officers, which will remain at Kigali. In addition, an engineer company of 125 personnel from India will provide engineering support throughout Rwanda and a group of 85 Canadian personnel will maintain UNAMIR's integrated logistics system. One infantry company each from Ghana, Mali, Malawi and Nigeria will be stationed at Kibungo, Gikongoro, Cyangugu and Nyundo, respectively. The military medical team, which is provided by Australia, is scheduled to withdraw by 22 August. Many potential contributors have been requested to provide a replacement; unfortunately, none has agreed to assist. I am, therefore, urgently exploring the possibility of providing medical services for UNAMIR through contractual arrangements.

21. In accordance with resolution 997 (1995), the repatriation of UNAMIR's troops has begun. To date, the Ethiopian, Tunisian and Zambian infantry battalions have been repatriated, as have some personnel from the Nigerian company. As at 3 August 1995, the strength of UNAMIR's troops had been reduced to 3,571 all ranks. The Australian and Senegalese contingents are expected to be repatriated by late August, while personnel from the Ghanaian and Malian companies are scheduled to go in early September. The Indian infantry battalion is expected to reach its reduced level by early October. The number of military police and Force Headquarters staff will also decrease throughout the period.

22. The same resolution authorized the current strength of UNAMIR's military observers to be maintained at 320. During the reporting period, military observers continued to maintain liaison with government representatives, human rights observers and United Nations agencies and to monitor the security of resettled refugees, internally displaced persons and others.

VII. CIVILIAN POLICE

23. In its resolution 997 (1995), the Security Council decided to maintain the authorized strength of UNAMIR's civilian police component at 120 police observers. As at 3 August, the total strength of the component was 56 observers from nine countries; 21 additional observers are expected to be deployed by mid-August.

24. My report of 4 June (S/1995/457) indicated that the Government of Rwanda had taken the position that the training programme being conducted by the UNAMIR civilian police component should be replaced by bilateral arrangements and that the United Nations police component should be withdrawn once those arrangements were in place. Since that time, the Government has agreed that UNAMIR should

/...

8/1995/678

English

Page 7

continue its training programme throughout the present mandate period. Accordingly, the civilian police component has continued to concentrate on monitoring and training. On 15 June 1995, a second group of 301 gendarmes completed an intensive 16-week training programme conducted by the United Nations. Training of an additional 513 gendarmes started in July and will be followed by that of 100 instructors.

25. With assistance from the international community, the Government of Rwanda has taken steps to strengthen the Communal Police Training Centre. In early July, two projects were approved whereby the United Nations Development Programme (UNDP) will provide assistance for the training of the national gendarmerie and 1,500 communal police officers. The first group of 750 officers is expected to begin training in early September.

VIII. HUMANITARIAN ASPECTS

26. Despite the efforts of the Rwandan authorities and the international community, in particular UNAMIR, the United Nations Rwanda Emergency Office, the United Nations High Commissioner for Human Rights, UNDP, the United Nations Children's Fund (UNICEF), and the International Committee of the Red Cross (ICRC), the conditions in the prisons now constitute a major humanitarian crisis. Over 50,000 people are now incarcerated in 12 prisons and various places of detention, although the prison capacity is only 12,250. Death rates have been estimated at more than 200 per month. There is therefore a pressing need for more vigorous efforts by the Rwandan authorities and the international community in order to alleviate the prison situation.

27. A number of political and religious leaders have recently visited Rwanda. These include the Minister for Development Cooperation of the Netherlands, Mr. Jan Pronk, Archbishop Desmond Tutu from South Africa and the Minister of Foreign Affairs of Germany, Dr. Klaus Kinkel. Many of these leaders have witnessed the appalling prison conditions. Since his visit, Dr. Kinkel has sent me a communication urging me to do everything possible to put an end to this catastrophic situation.

28. I have requested the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs to initiate, in coordination with the Government of Rwanda and the international community, effective and urgent measures to reverse the situation. The Department of Humanitarian Affairs has already held consultations in New York with United Nations agencies and donor representatives with a view to drawing up a plan of action to secure resources and reaching agreement on a coordination mechanism. Further consultations are envisaged in Geneva prior to a mission led by the Department of Humanitarian Affairs to Kigali next week to finalize the action plan in conjunction with the Government of Rwanda and my Special Representative.

29. Since my report of 4 June (S/1995/457), the rate of repatriation of Rwandan refugees from neighbouring countries has increased slightly. In June, 2,727 refugees returned to Rwanda from Zaire. The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimates that, in addition to the 6,250

/...

S/1995/678

English

Page 8

refugees repatriated from Burundi under its auspices in June and July, up to 10,000 persons may have returned to Rwanda on their own during the same period.

30. Prospects for the repatriation of refugees from the United Republic of Tanzania to Rwanda improved after officials from both countries met with UNHCR representatives at Kigali from 17 to 19 July to examine modalities for the return of an estimated 700,000 persons. The meeting concluded with an agreement to establish a joint commission on security and the resettlement of refugees. It is also hoped that confidence-building measures sponsored by the Government, the United Nations and non-governmental organizations, such as organized visits by refugees to Rwanda, will encourage repatriation.

31. Since the closure of the camps for internally displaced persons in the south-west of Rwanda, international humanitarian organizations have increased their activities at the commune level. The Government has also started the first phase of its Rehabilitation Programme, targeting 59 communes in priority areas. Food aid deliveries throughout the country have increased and there are sufficient stocks of food in the country and in the region to cover planned distribution programmes. Supplies for emergency distribution, should the need arise, are at present available in adequate quantities.

32. Following a bilateral agreement between the Governments of the United States of America and Rwanda, a national de-mining programme was established in July. Under the terms of the agreement, a national de-mining office will be established and a mine database created. The office will also serve as the focal point for a mine awareness programme, as well as for a programme that will provide de-mining training to 80 government soldiers. These activities will contribute significantly to the reconstruction effort.

33. As at 12 July, the United Nations Trust Fund for Rwanda had received contributions amounting to \$6.54 million, including a recent contribution from New Zealand of \$200,000. The Fund has financed projects aimed at meeting emergency and rehabilitation needs, as well as the urgent requirements of essential government ministries. As at 1 August, a total of \$116 million had been pledged against the sum of \$219 million outlined in the 1995 Consolidated Inter-Agency Emergency Appeal for Rwanda; this represents a \$36 million increase in pledges since my last report to the Council. For the needs of the subregion, pledges amounted to \$346 million, against a total requirement of \$587 million, representing an increase of \$1 million.

34. Although a large-scale humanitarian effort is still required to meet the massive emergency needs of Rwandan refugees in neighbouring countries, the present emphasis in Rwanda itself is gradually shifting towards rehabilitation and reconstruction. This shift from emergency assistance has required an adjustment in the various United Nations humanitarian programmes and field structures operating in the country. As a result, the United Nations Rwanda Emergency Office, which was established in 1994 under the direction of the Humanitarian Coordinator in Kigali, has begun to prepare for its eventual closure. Transitional arrangements are being made to ensure that the coordination of humanitarian assistance will continue. Among these arrangements is the establishment of a small United Nations Disaster Management Team, headed

/...

S/1995/678

English

Page 9

by the Resident Coordinator, which will ensure that appropriate emergency response measures are prepared and undertaken in a timely and effective manner.

IX. ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS

35. Donor countries and United Nations agencies met at Kigali on 6 and 7 July for a mid-term review of the Round-Table Conference held at Geneva in January 1995. The donor community recognized the need to expedite the disbursement of already committed funds and pledged an additional \$200 million, bringing to over \$800 million the amount pledged since the Conference. At the meeting, progress in rebuilding the country's infrastructure was reported, as was an increase in agricultural production. Formidable challenges remain, however, in the areas of resettlement, budgetary support, national capacity-building and industrial production.

36. Total contributions administered by UNDP through its trust fund arrangement stood at \$22 million as at 25 July 1995, at which time \$13 million had been received and some \$7.5 million disbursed for rehabilitation and development projects, including strengthening the capacity of the justice system; rehabilitation of key administrative buildings; provision of equipment vital to the functioning of Rwandan public administration; expansion of the existing prison capacity; and provision of support to training programmes for the communal police and national gendarmerie.

37. Several programmes aimed at facilitating the return to Rwanda of former members of the country's public service sector have been initiated. UNICEF and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) have continued to help provide basic education to Rwandans, both within the country and in refugee camps. In addition, the World Bank, the International Monetary Fund (IMF) and UNDP are involved in a project designed to strengthen the Government's capacity to manage its economic, financial and human resources.

38. There have been a number of improvements in alleviating the plight of Rwandan children, many of whom have yet to overcome the trauma inflicted by the horrors of the events of 1994. Of the approximately 45,000 children who lost or were separated from their parents, over 28,000 are now in foster-care facilities and intensive efforts are under way to provide for the rest. In mid-June, 155 prisoners between the ages of 7 and 14 were transferred to a new facility specially designed for children. The demobilization, rehabilitation and reintegration of child soldiers is continuing.

X. FINANCIAL ASPECTS

39. In its resolution 49/20 B of 12 July 1995, the General Assembly decided, as an interim measure pending the submission at its fiftieth session of revised cost estimates and the report of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions, to appropriate \$109,951,900 gross (\$107,584,300 net) for the operation of UNAMIR for the period from 10 June to 31 December 1995. The Assembly also decided that \$99,628,200 gross (\$97,508,000 net) should be assessed among Member States for the maintenance of UNAMIR for the period from

/...

10 June to 8 December 1995. The revised cost estimates will include two additional posts for the positions of Civilian Police Commissioner and Director of the UNAMIR Liaison Office at Kinshasa.

40. As at 26 July 1995, the total outstanding assessed contributions to the UNAMIR Special Account since the inception of the Mission amounted to \$64.7 million. The total outstanding assessed contributions for all peace-keeping operations amounted to \$1,779.3 million.

XI. OBSERVATIONS AND CONCLUSIONS

41. In the 12 months that have passed since one of the most tragic chapters in Africa's history, the Government of Rwanda has made efforts to stabilize conditions within the country, although the weakness of the economy and the lack of public revenue to run an effective administration continue to frustrate those efforts. This is one reason why many of the causes of the conflict and ensuing genocide remain to be addressed in a determined and comprehensive manner. In addition to the steps taken so far by the Government and the international community, more time and greater efforts are needed before the country can recover from the traumatic events of 1994. Since the tensions on the country's borders could erupt in uncontrollable violence at any moment, it is with a sense of urgency that the Government of Rwanda, the countries in the subregion and other members of the international community must address the vital issues confronting the country.

42. It is imperative that representatives of all sectors of Rwandan society begin talks in order to reach an agreement on a constitutional and political structure to achieve lasting stability. Such talks must, of course, exclude those political leaders suspected of planning and directing the genocide last year, who must be judged by the International Tribunal. The Government of Rwanda should promote such talks so that the thousands of others who live under suspicion can gain confidence and join in the efforts to reconstruct their country.

43. The international community has an important role to play in Rwanda's reconstruction and in encouraging repatriation and reconciliation. I take this opportunity to express my appreciation to States, donor agencies and non-governmental organizations for the vital contributions they have made to promoting peace and rehabilitation in Rwanda. At the same time, I call upon them to intensify their efforts during this critical period in order to help avert a resumption of violence.

44. In accordance with resolution 997 (1995), UNAMIR is taking the necessary steps to draw down its military presence in Rwanda and to implement its new mandate. The Government has encouraged this approach, which reflects the gradually improving conditions in the country. In this connection, I urge it to ensure that visible measures are put in place to ensure respect for human rights and security for all Rwandan people. It is particularly important to continue to encourage the voluntary return of refugees. This would send a clear message to the international community that its assistance for reconstruction should be accelerated.

S/1995/678

English

Page 11

45. During my visit to the subregion, there was clear consensus among government leaders that instability in any State in the area could have a dramatic effect on all its neighbours. It was widely recognized that destabilizing influences, such as armed infiltrations, acts of sabotage and illegal arms acquisitions, should be prevented through cooperative efforts. Strong interest was expressed in the establishment of an international commission under the auspices of the United Nations to address allegations of arms flows to former government forces. I hope that all Governments concerned will support such an initiative. It is my intention to provide my recommendations in this regard to the Security Council shortly.

46. I discussed with heads of State and Government in the region the idea of convening a regional conference that would consider the interrelated problems of peace, security and development, having in mind the adoption of a specific programme of action. In the meantime, in order to address the urgent problems facing the repatriation of refugees, it may be useful to convene, at the earliest possible date, a regional meeting aimed at developing concrete measures to implement the commitments embodied in the Nairobi Summit declaration of January 1995, the Bujumbura Action Plan of February 1995 and the tripartite agreements signed by UNHCR, Rwanda and neighbouring countries hosting Rwandan refugees. This would be in addition to the possible holding of round-table meetings, in which all sectors of Rwandan society would participate, referred to earlier in the present report. I intend to continue intensive consultations on all of these proposals.

47. In conclusion, I wish to express my appreciation to my Special Representative, Mr. Shaharyar Khan, to the Force Commander, Major-General Guy Tousignant, and to all military, police and civilian personnel of UNAMIR for their continuing efforts and remarkable dedication to the cause of peace and security in Rwanda.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/1995/678
8 August 1995

ORIGINAL: ENGLISH

PROGRESS REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON THE UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

I. INTRODUCTION

1. The present report is submitted pursuant to resolution 997 (1995) of 9 June 1995, in which the Security Council extended the mandate of the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) until 8 December 1995. In that resolution, the Council also decided to adjust the mandate of UNAMIR to emphasize peace-building activities and authorized the gradual reduction of its troop level.

2. In resolution 997 (1995), the Security Council also asked me to report on the Mission's discharge of its mandate, the humanitarian situation and the progress made towards the repatriation of refugees. In my report of 9 July (S/1995/552), I informed the Council of the outcome of my consultations with the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers, in accordance with paragraph 6 of resolution 997 (1995). During the reporting period, the Council was provided with regular oral briefings on developments related to Rwanda. The present report provides an update on the situation as at 3 August.

3. For the past year or more Rwanda has tried to grapple with the aftermath of genocide. A quarter of its population is still in refugee camps near its borders, a lingering legacy of the tragic events of 1994. However, the security situation in the country has improved markedly since my report to the Council of 4 June (S/1995/457). Working relations between the Government of National Unity and UNAMIR have also improved and a spirit of cooperation with United Nations programmes and agencies, international non-governmental organizations and bilateral donors has emerged. My visit to Rwanda on 13 and 14 July was intended to help strengthen those positive trends. It also offered a useful opportunity for an exchange of views with the country's leadership on the problems that remain to be solved.

S/1995/678

English

Page 2

II. POLITICAL DEVELOPMENTS

4. During the period under review, the Government has taken certain steps to improve relations with neighbouring countries, especially Burundi, the United Republic of Tanzania and Zaire. The Ministers of Defence of Burundi, Rwanda and Zaire met at Bujumbura on 9 June and agreed to organize joint border patrols and to put into effect other measures that would improve security along their borders. The Foreign and Defence Ministers of Burundi and the Defence Minister of the United Republic of Tanzania visited Rwanda in July to discuss cooperation and other issues of mutual interest. This increase in bilateral contacts in the region is an encouraging sign.

5. Efforts to enhance the administration of justice, establish law and order and promote national reconciliation have continued. On 17 July, the Minister of Justice inaugurated a four-month training course for future magistrates. However, although senior government officials, including the Vice-President and Minister of Defence, Major-General Paul Kagame, have publicly called on the army and security forces to respect the rights of citizens, acts of violence continue to be reported.

6. The Government has continued to take measures aimed at building confidence and encouraging the voluntary return of refugees. On 20 June, it issued a statement that opened the possibility for contacts with refugee representatives who have not been implicated in acts of genocide. At the same time, it has encouraged refugees to visit Rwanda to assess conditions there personally and thus expedite the pace of repatriation. Conferences and seminars on national reconciliation, organized with the assistance of the United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda (see para. 16 Below), have been convened. In addition, Radio UNAMIR, which can now be received in over 70 per cent of the territory of Rwanda, has continued its confidence-building broadcasts and provides the population with factual and objective information on the situation in the country. Once UNAMIR receives the Government's authorization to install the remainder of Radio UNAMIR's equipment, the broadcasts should also reach Rwandan refugee camps in Zaire.

7. In my last report on Rwanda (S/1995/552), I noted that the Government, in accordance with the provisions of the Arusha Peace Agreement (A/48/824-S/26915, annex I), had submitted to the National Assembly a list of suggested nominees for the posts of President and five Deputy Presidents of the Supreme Court. Several candidates on the list were not acceptable to the National Assembly and efforts are under way to identify mutually acceptable nominees. In addition, on 19 July, after reports that a government official had asserted that political activities by non-governmental parties were prohibited, President - Pasteur Bizimungu stated that, while multi-party political activities, as such, had not been banned, "political competition and mutual accusations among political parties that cause instability and divisions" would not be allowed. Although restrictions aimed at preventing political extremism can be imposed in a pluralistic environment, the above reports are cause for concern since such restrictions in Rwanda will do nothing to foster national reconciliation.

S/1995/078
English
Page 3

My visit to Rwanda

8. Against the background of these trends, I visited Rwanda on 13 and 14 July to observe at first hand the progress made and the challenges that remain. During this visit, on which I briefed the Security Council on 25 July, I held detailed discussions with senior government officials, including President Bizimungu, Vice-President Kagame and Prime Minister Faustin Twagiramungu. I addressed a special session of the National Assembly, which was followed by an exchange of views with parliamentarians. I also met with representatives of Rwandan non-governmental organizations that are actively involved in the field of human rights and represent survivors of the genocide. During a visit to Nyarubuye in south-eastern Rwanda, I placed a wreath at an official site dedicated to the memory of victims of genocide. An aerial inspection of prisons in Kigali and Nsinda helped to focus public attention on the urgent need to alleviate the inhuman conditions in Rwandan jails.

9. A convergence of views emerged from my discussions with government officials on the priority tasks facing Rwanda. These included national reconciliation, the maintenance of security within the country and along its borders and reconstruction. I discussed with government officials reports of the growing threat of destabilization beyond Rwanda's borders.

10. With regard to national reconciliation, my discussions focused on efforts to expedite the repatriation of refugees. Special emphasis was placed on the need to create conditions on the ground that would instil the confidence and trust necessary to encourage refugees to return voluntarily in conditions of security and dignity. In this connection, I raised the need to strengthen the national judiciary. I emphasized that the Rwandan people as a whole, as envisaged under the Arusha agreements (A/48/824-S/26915, annexes), must participate fully in their country's governance; only on such a basis could national healing and sustainable economic progress be achieved. As an additional confidence-building measure, I discussed with government officials the possibility of organizing non-official round-table meetings and inviting participants from all sectors of Rwandan society, including the refugee community. At the same time, it is clear that respect for human rights is an essential factor in achieving national reconciliation. While those responsible for acts of genocide should be brought to justice, acts of vengeance or retaliation must not be tolerated. Another issue raised during my stay in Rwanda was the increased threat of destabilization. I emphasized to government officials my strong concern that the people of Rwanda, who had already suffered so much, should not be subjected to another cycle of violence. In my view, the earliest safe return of refugees would diminish the threat of infiltration, sabotage and destabilization from outside the country. As long as large concentrations of refugees remained in neighbouring countries, those dangers would be likely to continue.

S/1995/678

English

Page 4

III. SECURITY

11. As noted above, the security situation in Rwanda has improved. Restrictions on UNAMIR's freedom of movement have generally ceased, permitting a more effective execution of the Mission's mandate. In addition, incidents of banditry and theft have decreased significantly in recent months.

12. In some areas, however, acute housing shortages and disputes over property continue to result in acts of violence. In this connection, the closure of camps for internally displaced persons in the south-west and the consequent return of a large number of people to their previous neighbourhoods, as well as the continued repatriation of refugees, have increased the pressure for housing and land. Although their number had decreased, cases of arbitrary arrest and detention continue to cause concern, as do the continuing reports of attacks, disappearances and killings, mostly of new returnees.

13. On 27 July and 1 August, the sub-prefects of Ruhango in Gitarama prefecture and Gikongoro in Gikongoro prefecture were killed by unidentified gunmen, as was a senior Roman Catholic cleric of the parish of Kamonyi in Gitarama prefecture. Investigations have not yet revealed the motive for the crime. Incidents such as these undermine the much-needed atmosphere of security.

14. Tension and lack of security also continue to be reported from areas of Zaire adjacent to Rwanda. Reports of infiltration and sabotage by armed elements, as well as allegations that members of the former government forces and militias are conducting military training and receiving deliveries of arms, have greatly heightened tensions in the border areas. The Governments of both Zaire and Rwanda recently admitted that the situation in the border zone had deteriorated and each has accused the other of involvement. The Government of Rwanda has enhanced security measures, especially in border areas, in order to reduce the threat of destabilization by armed elements, and has requested that restrictions on its acquisition of arms be lifted.

15. On 9 July, I reported to the Security Council (see S/1995/552) pursuant to its request in resolution 997 (1995) that I consult the Governments of the countries neighbouring Rwanda on the possibility of deploying United Nations military observers to monitor the sale or supply of arms and matériel. My Special Envoy, Mr. Aldo Ajello, had visited the region and had found some countries to be reluctant to have such military observers stationed in their territory. I informed the Council on 25 July of my own discussions in the region on this issue. A consensus had emerged concerning the urgent need to prevent acts of violence that might pose a threat to peace and stability in the region. In that connection, some Governments had indicated interest in the establishment, under United Nations auspices, of an international commission of inquiry to investigate allegations of arms deliveries to members of the former Rwandese government forces. All Member States concerned would have to support such a proposal if it were to be effective. I intend to pursue consultations in this regard and, in due course, to present recommendations to the Council on the possible establishment of an international commission.

IV. HUMAN RIGHTS

16. The United Nations Human Rights Field Operation in Rwanda continued its efforts to sensitize the Rwandan population to the importance of respecting the human rights of all citizens. As at 1 August 1995, it had deployed 118 members and established 11 field offices throughout the country, which serve as base stations for mobile teams of human rights officers. Plans are under way to establish sub-offices in a number of additional communes in order to maintain a more integrated presence throughout the country. In the meantime, field officers continue to visit communes and meet with civil, judicial and military authorities and the local population. Their work has focused on security, access to property, the functioning of the local judicial system, conditions in detention centres and alleged human rights violations. The Field Operation is also in the process of establishing human rights committees at the provincial or prefectural level, with local participation, which will meet regularly with representatives of various government authorities. During the period under review, the Operation organized educational seminars for civil, military and judicial representatives.

V. INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR RWANDA

17. The six judges of the two trial chambers of the Tribunal elected by the General Assembly in May 1995 have been sworn in and their first plenary session was held from 26 to 30 June at The Hague. During that session, the judges elected Judge Laity Kama (Senegal) President and Judge Yakov A. Ostrovsky (Russian Federation) Vice-President, and adopted the rules of procedure of the Tribunal. It is imperative that the Tribunal begin its substantive work in the near future.

18. Premises for the Prosecutor's Office at Kigali have been identified and it is expected that it will soon be fully staffed. None the less, more effort is needed to enable the Tribunal to start functioning at Arusha and to maintain a fully operational office at Kigali. On 20 July, in its resolution 49/251, the General Assembly approved some \$13.5 million for the financing of the Tribunal's work. However, in view of the enormous material, personnel and logistical requirements necessary to ensure its proper functioning, I reiterate my appeal to Member States to make additional voluntary contributions to the United Nations Voluntary Fund established for the Tribunal. To date, \$6.3 million has been contributed to the Fund. I express my appreciation to the Member States concerned.

VI. MILITARY ASPECTS

19. In accordance with the adjusted mandate authorized by the Security Council in its resolution 997 (1995), the activities of the military component of UNAMIR have shifted from providing security to assisting in the normalization of the country. The military component of the Mission also assists in the delivery of humanitarian aid and the provision of engineering and logistical support. Its ability to provide such assistance will, however, be increasingly limited by the gradual reduction of its manpower and other resources.

/...

20. With the authorized reduction in the number of UNAMIR troops to 1,800 by October 1995, the Mission's military component is being drawn down. Units of United Nations troops stationed in various areas throughout the country have been consolidated into company-size formations. Based on operational requirements, the following units will remain in the country: the battalion of 660 personnel from Ghana, whose task is to protect United Nations installations and facilities; an additional company of 135 personnel, to provide protection for personnel of the International Tribunal and the Human Rights Field Operation; the Force signal company of 75 personnel (India), responsible for providing communication support for the Force Headquarters and four sector headquarters; the military police platoon of 45 personnel; and a Force Headquarters team consisting of 35 staff officers, which will remain at Kigali. In addition, an engineer company of 125 personnel from India will provide engineering support throughout Rwanda and a group of 85 Canadian personnel will maintain UNAMIR's integrated logistics system. One infantry company each from Ghana, Mali, Malawi and Nigeria will be stationed at Kibungo, Gikongoro, Cyangugu and Nyundo, respectively. The military medical team, which is provided by Australia, is scheduled to withdraw by 22 August. Many potential contributors have been requested to provide a replacement; unfortunately, none has agreed to assist. I am, therefore, urgently exploring the possibility of providing medical services for UNAMIR through contractual arrangements.

21. In accordance with resolution 997 (1995), the repatriation of UNAMIR's troops has begun. To date, the Ethiopian, Tunisian and Zambian infantry battalions have been repatriated, as have some personnel from the Nigerian company. As at 3 August 1995, the strength of UNAMIR's troops had been reduced to 3,571 all ranks. The Australian and Senegalese contingents are expected to be repatriated by late August, while personnel from the Ghanaian and Malian companies are scheduled to go in early September. The Indian infantry battalion is expected to reach its reduced level by early October. The number of military police and Force Headquarters staff will also decrease throughout the period.

22. The same resolution authorized the current strength of UNAMIR's military observers to be maintained at 320. During the reporting period, military observers continued to maintain liaison with government representatives, human rights observers and United Nations agencies and to monitor the security of resettled refugees, internally displaced persons and others.

VII. CIVILIAN POLICE

23. In its resolution 997 (1995), the Security Council decided to maintain the authorized strength of UNAMIR's civilian police component at 120 police observers. As at 3 August, the total strength of the component was 56 observers from nine countries; 21 additional observers are expected to be deployed by mid-August.

24. My report of 4 June (S/1995/457) indicated that the Government of Rwanda had taken the position that the training programme being conducted by the UNAMIR civilian police component should be replaced by bilateral arrangements and that the United Nations police component should be withdrawn once those arrangements were in place. Since that time, the Government has agreed that UNAMIR should

8/1995/678

English

Page 7

continue its training programme throughout the present mandate period. Accordingly, the civilian police component has continued to concentrate on monitoring and training. On 15 June 1995, a second group of 301 gendarmes completed an intensive 16-week training programme conducted by the United Nations. Training of an additional 513 gendarmes started in July and will be followed by that of 100 instructors.

25. With assistance from the international community, the Government of Rwanda has taken steps to strengthen the Communal Police Training Centre. In early July, two projects were approved whereby the United Nations Development Programme (UNDP) will provide assistance for the training of the national gendarmerie and 1,500 communal police officers. The first group of 750 officers is expected to begin training in early September.

VIII. HUMANITARIAN ASPECTS

26. Despite the efforts of the Rwandan authorities and the international community, in particular UNAMIR, the United Nations Rwanda Emergency Office, the United Nations High Commissioner for Human Rights, UNDP, the United Nations Children's Fund (UNICEF), and the International Committee of the Red Cross (ICRC), the conditions in the prisons now constitute a major humanitarian crisis. Over 50,000 people are now incarcerated in 12 prisons and various places of detention, although the prison capacity is only 12,250. Death rates have been estimated at more than 200 per month. There is therefore a pressing need for more vigorous efforts by the Rwandan authorities and the international community in order to alleviate the prison situation.

27. A number of political and religious leaders have recently visited Rwanda. These include the Minister for Development Cooperation of the Netherlands, Mr. Jan Pronk, Archbishop Desmond Tutu from South Africa and the Minister of Foreign Affairs of Germany, Dr. Klaus Kinkel. Many of these leaders have witnessed the appalling prison conditions. Since his visit, Dr. Kinkel has sent me a communication urging me to do everything possible to put an end to this catastrophic situation.

28. I have requested the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs to initiate, in coordination with the Government of Rwanda and the international community, effective and urgent measures to reverse the situation. The Department of Humanitarian Affairs has already held consultations in New York with United Nations agencies and donor representatives with a view to drawing up a plan of action to secure resources and reaching agreement on a coordination mechanism. Further consultations are envisaged in Geneva prior to a mission led by the Department of Humanitarian Affairs to Kigali next week to finalize the action plan in conjunction with the Government of Rwanda and my Special Representative.

29. Since my report of 4 June (S/1995/457), the rate of repatriation of Rwandan refugees from neighbouring countries has increased slightly. In June, 2,727 refugees returned to Rwanda from Zaire. The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) estimates that, in addition to the 6,250

/...

S/1995/678

English

Page 8

refugees repatriated from Burundi under its auspices in June and July, up to 10,000 persons may have returned to Rwanda on their own during the same period.

30. Prospects for the repatriation of refugees from the United Republic of Tanzania to Rwanda improved after officials from both countries met with UNHCR representatives at Kigali from 17 to 19 July to examine modalities for the return of an estimated 700,000 persons. The meeting concluded with an agreement to establish a joint commission on security and the resettlement of refugees. It is also hoped that confidence-building measures sponsored by the Government, the United Nations and non-governmental organizations, such as organized visits by refugees to Rwanda, will encourage repatriation.

31. Since the closure of the camps for internally displaced persons in the south-west of Rwanda, international humanitarian organizations have increased their activities at the commune level. The Government has also started the first phase of its Rehabilitation Programme, targeting 59 communes in priority areas. Food aid deliveries throughout the country have increased and there are sufficient stocks of food in the country and in the region to cover planned distribution programmes. Supplies for emergency distribution, should the need arise, are at present available in adequate quantities.

32. Following a bilateral agreement between the Governments of the United States of America and Rwanda, a national de-mining programme was established in July. Under the terms of the agreement, a national de-mining office will be established and a mine database created. The office will also serve as the focal point for a mine awareness programme, as well as for a programme that will provide de-mining training to 80 government soldiers. These activities will contribute significantly to the reconstruction effort.

33. As at 12 July, the United Nations Trust Fund for Rwanda had received contributions amounting to \$6.54 million, including a recent contribution from New Zealand of \$200,000. The Fund has financed projects aimed at meeting emergency and rehabilitation needs, as well as the urgent requirements of essential government ministries. As at 1 August, a total of \$116 million had been pledged against the sum of \$219 million outlined in the 1995 Consolidated Inter-Agency Emergency Appeal for Rwanda; this represents a \$36 million increase in pledges since my last report to the Council. For the needs of the subregion, pledges amounted to \$346 million, against a total requirement of \$587 million, representing an increase of \$1 million.

34. Although a large-scale humanitarian effort is still required to meet the massive emergency needs of Rwandan refugees in neighbouring countries, the present emphasis in Rwanda itself is gradually shifting towards rehabilitation and reconstruction. This shift from emergency assistance has required an adjustment in the various United Nations humanitarian programmes and field structures operating in the country. As a result, the United Nations Rwanda Emergency Office, which was established in 1994 under the direction of the Humanitarian Coordinator in Kigali, has begun to prepare for its eventual closure. Transitional arrangements are being made to ensure that the coordination of humanitarian assistance will continue. Among these arrangements is the establishment of a small United Nations Disaster Management Team, headed

/...

S/1995/678

English

Page 9

by the Resident Coordinator, which will ensure that appropriate emergency response measures are prepared and undertaken in a timely and effective manner.

IX. ECONOMIC AND SOCIAL ASPECTS

35. Donor countries and United Nations agencies met at Kigali on 6 and 7 July for a mid-term review of the Round-Table Conference held at Geneva in January 1995. The donor community recognized the need to expedite the disbursement of already committed funds and pledged an additional \$200 million, bringing to over \$800 million the amount pledged since the Conference. At the meeting, progress in rebuilding the country's infrastructure was reported, as was an increase in agricultural production. Formidable challenges remain, however, in the areas of resettlement, budgetary support, national capacity-building and industrial production.

36. Total contributions administered by UNDP through its trust fund arrangement stood at \$22 million as at 25 July 1995, at which time \$13 million had been received and some \$7.5 million disbursed for rehabilitation and development projects, including strengthening the capacity of the justice system; rehabilitation of key administrative buildings; provision of equipment vital to the functioning of Rwandan public administration; expansion of the existing prison capacity; and provision of support to training programmes for the communal police and national gendarmerie.

37. Several programmes aimed at facilitating the return to Rwanda of former members of the country's public service sector have been initiated. UNICEF and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) have continued to help provide basic education to Rwandans, both within the country and in refugee camps. In addition, the World Bank, the International Monetary Fund (IMF) and UNDP are involved in a project designed to strengthen the Government's capacity to manage its economic, financial and human resources.

38. There have been a number of improvements in alleviating the plight of Rwandan children, many of whom have yet to overcome the trauma inflicted by the horrors of the events of 1994. Of the approximately 45,000 children who lost or were separated from their parents, over 28,000 are now in foster-care facilities and intensive efforts are under way to provide for the rest. In mid-June, 155 prisoners between the ages of 7 and 14 were transferred to a new facility specially designed for children. The demobilization, rehabilitation and reintegration of child soldiers is continuing.

X. FINANCIAL ASPECTS

39. In its resolution 49/20 B of 12 July 1995, the General Assembly decided, as an interim measure pending the submission at its fiftieth session of revised cost estimates and the report of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions, to appropriate \$109,951,900 gross (\$107,584,300 net) for the operation of UNAMIR for the period from 10 June to 31 December 1995. The Assembly also decided that \$99,628,200 gross (\$97,508,000 net) should be assessed among Member States for the maintenance of UNAMIR for the period from

10 June to 8 December 1995. The revised cost estimates will include two additional posts for the positions of Civilian Police Commissioner and Director of the UNAMIR Liaison Office at Kinshasa.

40. As at 26 July 1995, the total outstanding assessed contributions to the UNAMIR Special Account since the inception of the Mission amounted to \$64.7 million. The total outstanding assessed contributions for all peace-keeping operations amounted to \$1,779.3 million.

XI. OBSERVATIONS AND CONCLUSIONS

41. In the 12 months that have passed since one of the most tragic chapters in Africa's history, the Government of Rwanda has made efforts to stabilize conditions within the country, although the weakness of the economy and the lack of public revenue to run an effective administration continue to frustrate those efforts. This is one reason why many of the causes of the conflict and ensuing genocide remain to be addressed in a determined and comprehensive manner. In addition to the steps taken so far by the Government and the international community, more time and greater efforts are needed before the country can recover from the traumatic events of 1994. Since the tensions on the country's borders could erupt in uncontrollable violence at any moment, it is with a sense of urgency that the Government of Rwanda, the countries in the subregion and other members of the international community must address the vital issues confronting the country.

42. It is imperative that representatives of all sectors of Rwandan society begin talks in order to reach an agreement on a constitutional and political structure to achieve lasting stability. Such talks must, of course, exclude those political leaders suspected of planning and directing the genocide last year, who must be judged by the International Tribunal. The Government of Rwanda should promote such talks so that the thousands of others who live under suspicion can gain confidence and join in the efforts to reconstruct their country.

43. The international community has an important role to play in Rwanda's reconstruction and in encouraging repatriation and reconciliation. I take this opportunity to express my appreciation to States, donor agencies and non-governmental organizations for the vital contributions they have made to promoting peace and rehabilitation in Rwanda. At the same time, I call upon them to intensify their efforts during this critical period in order to help avert a resumption of violence.

44. In accordance with resolution 997 (1995), UNAMIR is taking the necessary steps to draw down its military presence in Rwanda and to implement its new mandate. The Government has encouraged this approach, which reflects the gradually improving conditions in the country. In this connection, I urge it to ensure that visible measures are put in place to ensure respect for human rights and security for all Rwandan people. It is particularly important to continue to encourage the voluntary return of refugees. This would send a clear message to the international community that its assistance for reconstruction should be accelerated.

S/1995/678

English

Page 11

45. During my visit to the subregion, there was clear consensus among government leaders that instability in any State in the area could have a dramatic effect on all its neighbours. It was widely recognized that destabilizing influences, such as armed infiltrations, acts of sabotage and illegal arms acquisitions, should be prevented through cooperative efforts. Strong interest was expressed in the establishment of an international commission under the auspices of the United Nations to address allegations of arms flows to former government forces. I hope that all Governments concerned will support such an initiative. It is my intention to provide my recommendations in this regard to the Security Council shortly.

46. I discussed with heads of State and Government in the region the idea of convening a regional conference that would consider the interrelated problems of peace, security and development, having in mind the adoption of a specific programme of action. In the meantime, in order to address the urgent problems facing the repatriation of refugees, it may be useful to convene, at the earliest possible date, a regional meeting aimed at developing concrete measures to implement the commitments embodied in the Nairobi Summit declaration of January 1995, the Bujumbura Action Plan of February 1995 and the tripartite agreements signed by UNHCR, Rwanda and neighbouring countries hosting Rwandan refugees. This would be in addition to the possible holding of round-table meetings, in which all sectors of Rwandan society would participate, referred to earlier in the present report. I intend to continue intensive consultations on all of these proposals.

47. In conclusion, I wish to express my appreciation to my Special Representative, Mr. Shaharyar Khan, to the Force Commander, Major-General Guy Tousignant, and to all military, police and civilian personnel of UNAMIR for their continuing efforts and remarkable dedication to the cause of peace and security in Rwanda.

**NATIONS
UNIES****S****Conseil de sécurité****Distr.
GÉNÉRALE****S/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS****RAPPORT INTÉrimAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/532), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.

3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.



S/1995/678

Français

Page 2

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en oeuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration ouvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

/...

S/1995/678
Français
Page 3

causaient instabilité et zizanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaires à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officielles et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Ramonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalant des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

S/1995/678

Français

Page 5.

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je me propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1er août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

/...

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (49 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungu, Gikongoro, Cyangugu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et sambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Ceux de la police militaire et du

/...

S/1995/678

Français

Page 7

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 13 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

/...

S/1995/678

Français

Page 8

27. Divers dirigeants politiques et religieux se sont récemment rendus au Rwanda, notamment le Ministre néerlandais pour la coopération en matière de développement, M. Jan Pronk, l'archevêque Desmond Tutu, d'Afrique du Sud, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel. Nombre de ces dirigeants ont pu constater les conditions effroyables régnant dans les prisons. Après sa visite, M. Kinkel m'a adressé une communication me demandant instamment de faire tout mon possible pour mettre fin à cette situation catastrophique.

28. J'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de prendre, d'urgence, en coordination avec le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, des mesures efficaces afin de remédier à la situation. Le Département des affaires humanitaires a déjà tenu des consultations à New York avec des représentants des organismes des Nations Unies et des donateurs, afin de mettre au point un plan d'action visant à obtenir des ressources et à parvenir à un accord sur un mécanisme de coordination. D'autres consultations sont envisagées à Genève avant qu'une mission conduite par le Département des affaires humanitaires ne se rende la semaine prochaine à Kigali pour arrêter le plan d'action en collaboration avec le Gouvernement rwandais et mon Représentant spécial.

29. Depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457), le rythme auquel les Rwandais réfugiés dans des pays voisins sont retournés au Rwanda s'est légèrement accéléré. En juin, 2 727 Rwandais réfugiés au Zaïre sont rentrés au Rwanda. Selon le HCR, il se pourrait qu'en plus des 6 250 réfugiés au Burundi qui ont été rapatriés sous ses auspices en juin et juillet, quelque 10 000 personnes soient rentrées au Rwanda de leur propre initiative au cours de la même période.

30. Les perspectives de rapatriement des réfugiés rwandais en provenance de la République-Unie de Tanzanie se sont améliorées depuis que des hauts fonctionnaires des deux pays ont rencontré des représentants du HCR à Kigali du 17 au 19 juillet pour examiner les modalités du rapatriement d'environ 700 000 personnes. La réunion a débouché sur un accord concernant la mise en place d'une commission conjointe sur la sécurité et la réinstallation des réfugiés. Il y a lieu d'espérer aussi que les mesures de confiance prises par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales, telles que des visites organisées de réfugiés au Rwanda, encourageront le rapatriement.

31. Depuis la fermeture des camps de personnes déplacées dans le sud-ouest du Rwanda, les organisations humanitaires internationales ont intensifié leurs activités au niveau des communes. Le Gouvernement a également lancé la première phase de son programme de relèvement, en concentrant ses efforts sur 59 communes situées dans des zones prioritaires. Les livraisons d'aide alimentaire dans le pays ont augmenté et il existe au Rwanda et dans la région des stocks de vivres suffisants pour couvrir les programmes prévus de distribution. Les approvisionnements à distribuer en cas d'urgence, si le besoin s'en faisait sentir, sont désormais disponibles en quantités adéquates.

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

/...

S/1995/678

Français

Page 9

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis mon dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 587 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

/...

S/1995/678

Français

Page 10

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 8 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

/...

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instantanément de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un État de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

/...

S/1995/678

Français

Page 12

gouvernements concernés appuieront cette initiative. Je me propose de soumettre prochainement mes recommandations à cet égard au Conseil de sécurité.

46. J'ai abordé avec les chefs d'État et de gouvernement de la région l'idée de convoquer une conférence régionale pour examiner les problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, qui sont intimement liés, dans l'optique de l'adoption d'un programme d'action spécifique. En attendant, pour s'attaquer aux problèmes urgents que pose le rapatriement des réfugiés, il serait peut-être utile de convoquer, dès que possible, une réunion régionale en vue d'élaborer des mesures concrètes pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Nairobi, en janvier 1995, dans le Plan d'action de Bujumbura, adopté en février 1995, et dans les accords tripartites signés par le HCR, le Rwanda et les pays voisins qui accueillent des réfugiés rwandais. Cette réunion viendrait s'ajouter aux réunions de table ronde qui pourraient être convoquées, comme il a été dit plus haut, et auxquelles participeraient tous les éléments de la société rwandaise. J'ai l'intention de continuer à tenir des consultations approfondies sur toutes ces propositions.

47. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, M. Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Tousignant, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.

**NATIONS
UNIES****S****Conseil de sécurité****Distr.
GÉNÉRALE****S/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS****RAPPORT INTÉRIEURE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/532), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.

3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.

S/1995/678

Français

Page 2

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en oeuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration couvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

/...

S/1995/678
Français
Page 3

causaient instabilité et zizanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officielles et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Ramonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalant des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

/...

S/1995/678

Français

Page 5.

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je me propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1er août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

/...

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (45 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungu, Gikongoro, Cyangugu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et sambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Ceux de la police militaire et du

/...

S/1995/678

Français

Page 7

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 15 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

S/1995/678

Français

Page 8

27. Divers dirigeants politiques et religieux se sont récemment rendus au Rwanda, notamment le Ministre néerlandais pour la coopération en matière de développement, M. Jan Pronk, l'archevêque Desmond Tutu, d'Afrique du Sud, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel. Nombre de ces dirigeants ont pu constater les conditions effroyables régnant dans les prisons. Après sa visite, M. Kinkel m'a adressé une communication me demandant instamment de faire tout mon possible pour mettre fin à cette situation catastrophique.

28. J'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de prendre, d'urgence, en coordination avec le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, des mesures efficaces afin de remédier à la situation. Le Département des affaires humanitaires a déjà tenu des consultations à New York avec des représentants des organismes des Nations Unies et des donateurs, afin de mettre au point un plan d'action visant à obtenir des ressources et à parvenir à un accord sur un mécanisme de coordination. D'autres consultations sont envisagées à Genève avant qu'une mission conduite par le Département des affaires humanitaires ne se rende la semaine prochaine à Kigali pour arrêter le plan d'action en collaboration avec le Gouvernement rwandais et mon Représentant spécial.

29. Depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457), le rythme auquel les Rwandais réfugiés dans des pays voisins sont retournés au Rwanda s'est légèrement accéléré. En juin, 2 727 Rwandais réfugiés au Zaïre sont rentrés au Rwanda. Selon le HCR, il se pourrait qu'en plus des 6 250 réfugiés au Burundi qui ont été rapatriés sous ses auspices en juin et juillet, quelque 10 000 personnes soient rentrées au Rwanda de leur propre initiative au cours de la même période.

30. Les perspectives de rapatriement des réfugiés rwandais en provenance de la République-Unie de Tanzanie se sont améliorées depuis que des hauts fonctionnaires des deux pays ont rencontré des représentants du HCR à Kigali du 17 au 19 juillet pour examiner les modalités du rapatriement d'environ 700 000 personnes. La réunion a débouché sur un accord concernant la mise en place d'une commission conjointe sur la sécurité et la réinstallation des réfugiés. Il y a lieu d'espérer aussi que les mesures de confiance prises par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales, telles que des visites organisées de réfugiés au Rwanda, encourageront le rapatriement.

31. Depuis la fermeture des camps de personnes déplacées dans le sud-ouest du Rwanda, les organisations humanitaires internationales ont intensifié leurs activités au niveau des communes. Le Gouvernement a également lancé la première phase de son programme de relèvement, en concentrant ses efforts sur 59 communes situées dans des zones prioritaires. Les livraisons d'aide alimentaire dans le pays ont augmenté et il existe au Rwanda et dans la région des stocks de vivres suffisants pour couvrir les programmes prévus de distribution. Les approvisionnements à distribuer en cas d'urgence, si le besoin s'en faisait sentir, sont désormais disponibles en quantités adéquates.

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

/...

S/1995/678
Français
Page 9

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis mon dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 537 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

S/1995/678

Français

Page 10

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 8 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

/...

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instamment de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un État de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

/...

s/1995/678

Français

Page 12

gouvernements concernés appuieront cette initiative. Je me propose de soumettre prochainement mes recommandations à cet égard au Conseil de sécurité.

46. J'ai abordé avec les chefs d'État et de gouvernement de la région l'idée de convoquer une conférence régionale pour examiner les problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, qui sont intimement liés, dans l'optique de l'adoption d'un programme d'action spécifique. En attendant, pour s'attaquer aux problèmes urgents que pose le rapatriement des réfugiés, il serait peut-être utile de convoquer, dès que possible, une réunion régionale en vue d'élaborer des mesures concrètes pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Nairobi, en janvier 1995, dans le Plan d'action de Bujumbura, adopté en février 1995, et dans les accords tripartites signés par le HCR, le Rwanda et les pays voisins qui accueillent des réfugiés rwandais. Cette réunion viendrait s'ajouter aux réunions de table ronde qui pourraient être convoquées, comme il a été dit plus haut, et auxquelles participeraient tous les éléments de la société rwandaise. J'ai l'intention de continuer à tenir des consultations approfondies sur toutes ces propositions.

47. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, M. Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Tousignant, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.

**NATIONS
UNIES****S****Conseil de sécurité**Distr.
GÉNÉRALES/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS**RAPPORT INTÉrimAIRE DU SEcrÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/552), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.

3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.

S/1995/678

Français

Page 2

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en oeuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration couvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

/...

S/1995/678
Français
Page 3

causaient instabilité et s'izanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officielles et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

/...

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Ramonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalant des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

/...

S/1995/678

Français

Page 5

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je ne propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1er août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

/...

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (49 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungu, Gikongoro, Cyangugu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et zambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Ceux de la police militaire et du

/...

S/1995/678

Français

Page 7

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 15 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

/...

S/1995/678

Français

Page 8

27. Divers dirigeants politiques et religieux se sont récemment rendus au Rwanda, notamment le Ministre néerlandais pour la coopération en matière de développement, M. Jan Pronk, l'archevêque Desmond Tutu, d'Afrique du Sud, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel. Nombre de ces dirigeants ont pu constater les conditions effroyables régnant dans les prisons. Après sa visite, M. Kinkel m'a adressé une communication me demandant instamment de faire tout mon possible pour mettre fin à cette situation catastrophique.

28. J'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de prendre, d'urgence, en coordination avec le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, des mesures efficaces afin de remédier à la situation. Le Département des affaires humanitaires a déjà tenu des consultations à New York avec des représentants des organismes des Nations Unies et des donateurs, afin de mettre au point un plan d'action visant à obtenir des ressources et à parvenir à un accord sur un mécanisme de coordination. D'autres consultations sont envisagées à Genève avant qu'une mission conduite par le Département des affaires humanitaires ne se rende la semaine prochaine à Kigali pour arrêter le plan d'action en collaboration avec le Gouvernement rwandais et mon Représentant spécial.

29. Depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457), le rythme auquel les Rwandais réfugiés dans des pays voisins sont retournés au Rwanda s'est légèrement accéléré. En juin, 2 727 Rwandais réfugiés au Zaïre sont rentrés au Rwanda. Selon le HCR, il se pourrait qu'en plus des 6 250 réfugiés au Burundi qui ont été rapatriés sous ses auspices en juin et juillet, quelque 10 000 personnes soient rentrées au Rwanda de leur propre initiative au cours de la même période.

30. Les perspectives de rapatriement des réfugiés rwandais en provenance de la République-Unie de Tanzanie se sont améliorées depuis que des hauts fonctionnaires des deux pays ont rencontré des représentants du HCR à Kigali du 17 au 19 juillet pour examiner les modalités du rapatriement d'environ 700 000 personnes. La réunion a débouché sur un accord concernant la mise en place d'une commission conjointe sur la sécurité et la réinstallation des réfugiés. Il y a lieu d'espérer aussi que les mesures de confiance prises par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales, telles que des visites organisées de réfugiés au Rwanda, encourageront le rapatriement.

31. Depuis la fermeture des camps de personnes déplacées dans le sud-ouest du Rwanda, les organisations humanitaires internationales ont intensifié leurs activités au niveau des communes. Le Gouvernement a également lancé la première phase de son programme de relèvement, en concentrant ses efforts sur 59 communes situées dans des zones prioritaires. Les livraisons d'aide alimentaire dans le pays ont augmenté et il existe au Rwanda et dans la région des stocks de vivres suffisants pour couvrir les programmes prévus de distribution. Les approvisionnements à distribuer en cas d'urgence, si le besoin s'en faisait sentir, sont désormais disponibles en quantités adéquates.

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

/...

3/1995/678

Français

Page 9

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis mon dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 587 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

/...

S/1995/678

Français

Page 10

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 8 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

/...

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instamment de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un État de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

/...

S/1995/678

Français

Page 12

gouvernements concernés appuieront cette initiative. Je me propose de soumettre prochainement mes recommandations à cet égard au Conseil de sécurité.

46. J'ai abordé avec les chefs d'Etat et de gouvernement de la région l'idée de convoquer une conférence régionale pour examiner les problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, qui sont intimement liés, dans l'optique de l'adoption d'un programme d'action spécifique. En attendant, pour s'attaquer aux problèmes urgents que pose le rapatriement des réfugiés, il serait peut-être utile de convoquer, dès que possible, une réunion régionale en vue d'élaborer des mesures concrètes pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Nairobi, en janvier 1995, dans le Plan d'action de Bujumbura, adopté en février 1995, et dans les accords tripartites signés par le HCR, le Rwanda et les pays voisins qui accueillent des réfugiés rwandais. Cette réunion viendrait s'ajouter aux réunions de table ronde qui pourraient être convoquées, comme il a été dit plus haut, et auxquelles participeraient tous les éléments de la société rwandaise. J'ai l'intention de continuer à tenir des consultations approfondies sur toutes ces propositions.

47. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, M. Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Tousignant, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.

**NATIONS
UNIES****S****Conseil de sécurité****Distr.
GÉNÉRALE****S/1995/678
8 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS****RAPPORT INTÉrimAIRE DU SEcrÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA****I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 997 (1995), du 9 juin 1995, par laquelle le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) jusqu'au 8 décembre 1995. Le Conseil décidait également de modifier le mandat de la MINUAR de façon à mettre l'accent sur les activités de consolidation de la paix et autorisait une réduction progressive des effectifs.

2. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité me demandait également de lui présenter un rapport sur la manière dont la Mission s'acquittait de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés. Dans mon rapport du 9 juillet (S/1995/552), j'informais le Conseil de l'issue de mes consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda concernant la possibilité d'y déployer des observateurs militaires des Nations Unies, conformément au paragraphe 6 de la résolution 997 (1995). Au cours de la période considérée, le Conseil a été régulièrement tenu au courant, oralement, de l'évolution de la situation concernant le Rwanda. Le présent rapport fait le point de la situation au 3 août.

3. Cela fait un an ou plus que le Rwanda essaie de surmonter les conséquences du génocide. Un quart de sa population se trouve toujours dans des camps de réfugiés près de ses frontières, séquelle persistante des tragiques événements de 1994. Cela dit, la situation en matière de sécurité s'est notablement améliorée depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457). Les relations de travail entre le Gouvernement d'unité nationale et la MINUAR se sont également améliorées, et un esprit de coopération s'est fait jour avec les programmes et organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales internationales et les donateurs bilatéraux. Mon voyage au Rwanda les 13 et 14 juillet avait pour but d'aider à renforcer ces tendances positives. Il m'a aussi donné une occasion utile d'échanger des vues avec les dirigeants du pays sur les problèmes qu'il reste à résoudre.

S/1995/678

Français

Page 2

II. ASPECTS POLITIQUES

4. Au cours de la période considérée, le Gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les relations avec les pays voisins, surtout le Burundi, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre. Les Ministres burundais, rwandais et zaïrois de la défense se sont rencontrés à Bujumbura le 9 juin et ont convenu d'instituer des patrouilles conjointes le long de leurs frontières communes et de mettre en oeuvre d'autres mesures visant à améliorer la sécurité le long de ces frontières. Les Ministres burundais des affaires étrangères et de la défense et le Ministre tanzanien de la défense se sont rendus au Rwanda en juillet pour discuter de la coopération et d'autres questions d'intérêt commun. Cette intensification des contacts bilatéraux dans la région est un signe encourageant.

5. Les efforts déployés pour promouvoir l'administration de la justice, instaurer l'ordre public et encourager la réconciliation nationale se sont poursuivis. Le 17 juillet, le Ministre de la justice a initié un cours de formation de quatre mois à l'intention des futurs magistrats. Toutefois, bien que de hauts fonctionnaires, notamment le Vice-Président et Ministre de la défense, le général de division Paul Kagame, aient lancé un appel public à l'armée et aux forces de sécurité leur enjoignant de respecter les droits des citoyens, on continue de signaler des actes de violence.

6. Le Gouvernement a continué de prendre des mesures visant à instaurer la confiance et à encourager le retour librement consenti des réfugiés. Le 20 juin, il a publié une déclaration couvrant la possibilité d'établir des contacts avec des représentants de réfugiés n'ayant pas été impliqués dans des actes de génocide. Dans le même temps, il a encouragé les réfugiés à revenir brièvement au Rwanda pour y évaluer personnellement la situation et accélérer ainsi le rythme de rapatriement. Des conférences et séminaires sur la réconciliation nationale, organisés avec l'assistance de l'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda (voir par. 16 ci-après), ont été convoqués. En outre, Radio MINUAR, qui peut désormais être captée dans plus de 70 % du territoire rwandais, continue de diffuser des émissions visant à instaurer la confiance et donne à la population des informations factuelles et objectives sur la situation dans le pays. Dès que la MINUAR aura reçu du Gouvernement l'autorisation d'installer le reste de l'équipement de Radio MINUAR, les émissions devraient parvenir aussi jusqu'aux camps de réfugiés rwandais au Zaïre.

7. Dans mon dernier rapport sur le Rwanda (S/1995/552), je relevais que le Gouvernement, conformément aux dispositions des Accords de paix d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexe I), avait présenté à l'Assemblée nationale la liste des candidats qu'il proposait au poste de président et aux cinq postes de vice-président de la Cour suprême. L'Assemblée nationale a estimé inacceptables plusieurs des noms sur cette liste, et des efforts sont en cours pour trouver des candidats acceptables à la fois à l'Assemblée et au Gouvernement. En outre, le 19 juillet, après avoir entendu rapporter que, aux dires d'un fonctionnaire, il était interdit aux partis non gouvernementaux de mener des activités politiques, le Président Pasteur Bizimungu a déclaré que, si les activités politiques multipartites en tant que telles n'avaient pas été interdites, la concurrence politique et les accusations réciproques entre partis politiques qui

S/1995/678
Français
Page 3

causaient instabilité et zizanie ne seraient pas tolérées. S'il est vrai que l'on peut, dans un environnement pluraliste, imposer des restrictions visant à empêcher l'extrémisme politique, ces informations causent une certaine préoccupation car de telles restrictions au Rwanda ne feront rien pour promouvoir la réconciliation nationale.

Ma visite au Rwanda

8. C'est dans ces circonstances que je me suis rendu au Rwanda les 13 et 14 juillet pour me rendre compte sur place des progrès qui ont été réalisés et des problèmes qui subsistent. Au cours de mon séjour, dont j'ai rendu compte au Conseil de sécurité le 25 juillet, je me suis longuement entretenu avec de hautes personnalités du Gouvernement rwandais, dont le Président Bizimungu, le Vice-Président Kagame et le Premier Ministre Faustin Twagiramungu. J'ai pris la parole devant l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire à la suite de laquelle j'ai procédé à un échange de vues avec les parlementaires. J'ai également rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales rwandaises qui s'occupent activement des droits de l'homme sur le terrain et représentent les survivants du génocide. Lors de mon passage à Nyarubuye, dans le sud-est du Rwanda, j'ai déposé une gerbe sur un site dédié à la mémoire des victimes du génocide. Une inspection aérienne des prisons de Kigali et Nsinda a contribué à appeler l'attention du public sur la nécessité urgente d'améliorer les conditions de détention inhumaines dans les prisons rwandaises.

9. Les entretiens que j'ai eus avec les représentants du Gouvernement ont permis de constater l'existence d'un large accord sur les tâches prioritaires auxquelles devait s'atteler le Rwanda. Celles-ci comprenaient la réconciliation nationale, le maintien de la sécurité à l'intérieur du pays et le long de ses frontières et la reconstruction. J'ai évoqué avec les représentants du Gouvernement les informations faisant état d'une menace croissante de déstabilisation au-delà des frontières du Rwanda.

10. En ce qui concerne la réconciliation nationale, mes entretiens ont essentiellement porté sur les efforts visant à accélérer le processus de rapatriement des réfugiés. J'ai particulièrement insisté sur la nécessité de créer sur place des conditions propres à créer le climat de confiance nécessaire pour encourager les réfugiés à rentrer dans leur pays de leur plein gré dans la sécurité et la dignité. À cet égard, j'ai évoqué la nécessité de renforcer le système judiciaire national. J'ai fait valoir que, comme prévu dans les accords d'Arusha (A/48/824-S/26915, annexes), l'ensemble du peuple rwandais doit participer pleinement à la conduite des affaires du pays et alors seulement pourrait-il panser ses blessures et s'engager dans la voie du progrès économique durable. J'ai examiné avec les représentants du Gouvernement la possibilité d'organiser, à titre de mesure de confiance supplémentaire, des tables rondes officielles et d'inviter à y participer des membres de tous les secteurs de la société rwandaise, y compris de la communauté des réfugiés. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que le respect des droits de l'homme est un facteur essentiel pour assurer la réconciliation nationale. Il faut certes traduire en justice les auteurs du génocide, mais les actes de vengeance ou de représailles ne doivent pas être tolérés. Une autre question soulevée au cours de mon séjour au Rwanda concernait le danger de plus en plus grand de déstabilisation. J'ai fait part aux représentants du Gouvernement de mon profond souci d'éviter que le

S/1995/678

Français

Page 4

peuple rwandais, qui avait déjà tant souffert, ne soit victime d'une nouvelle vague de violence. À mon avis, le retour des réfugiés dans les meilleurs délais et dans la sécurité réduirait le danger d'infiltration, de sabotage et de déstabilisation venant de l'extérieur. Tant que d'importants groupes de réfugiés demeuraient dans les pays voisins, il était probable que ce danger persiste.

III. SÉCURITÉ

11. Comme on l'a vu plus haut, la situation en matière de sécurité s'est améliorée au Rwanda. Les restrictions imposées à la liberté de mouvement de la MINUAR ont pour la plupart été levées, ce qui a permis à la Mission de s'acquitter plus efficacement de son mandat. En outre, les actes de banditisme et les vols ont considérablement diminué ces derniers mois.

12. Dans certaines régions, la grave pénurie de logements et les différends concernant la propriété des biens continuent toutefois de provoquer des actes de violence. À cet égard, la fermeture des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-ouest et, de ce fait, le retour d'un grand nombre de personnes dans leurs anciens quartiers ainsi que la poursuite du processus de rapatriement des réfugiés ont exacerbé la crise du logement et de l'aménagement de l'espace disponible. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les arrestations et détentions arbitraires ne laissent de susciter des inquiétudes, tout comme les informations qui ne cessent de faire état d'attaques, de disparitions et d'assassinats, pour la plupart, de réfugiés qui ont récemment regagné leurs foyers.

13. Les 27 juillet et 1er août, les sous-préfets de Ruhango, dans la préfecture de Gitarama, et de Gikongoro, dans la préfecture de Gikongoro, de même qu'un haut responsable religieux de la paroisse catholique de Kamonyi, dans la préfecture de Gitarama, ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Les enquêtes n'ont pas permis d'établir le motif de ces crimes. De tels incidents nuisent au climat de sécurité dont le pays a tellement besoin.

14. On continue de faire état de tensions et de l'insécurité dans des régions voisines du Rwanda au Zaïre. Les informations signalant des actes d'infiltration et de sabotage par des éléments armés ainsi que les allégations selon lesquelles des membres des anciennes forces gouvernementales et milices dispensent un entraînement militaire et reçoivent des livraisons d'armement ont fortement exacerbé les tensions dans les zones frontalières. Les Gouvernements zaïrois et rwandais ont tous deux récemment admis que la situation s'était détériorée dans la zone frontalière et chacun a fait porter à l'autre la responsabilité de cet état de choses. Le Gouvernement rwandais a renforcé les mesures de sécurité surtout dans les zones frontalières afin de réduire la menace de déstabilisation par des éléments armés et demandé que soient levées les restrictions imposées sur ses achats d'armement.

15. Le 9 juillet, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité (voir S/1995/552) comme suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 997 (1995), par laquelle il m'avait prié de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins du Rwanda, concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies afin de contrôler la vente ou la

/...

S/1995/678

Français

Page 5

livraison d'armement et de matériels. Mon Envoyé spécial, M. Aldo Ajello, qui s'est rendu dans la région, a constaté que certains pays étaient peu enclins à accepter le déploiement sur leur territoire de ces observateurs militaires. Le 25 juillet, j'ai informé le Conseil des consultations que j'avais moi-même tenues sur cette question dans la région. Il s'était dégagé un consensus sur la nécessité de prévenir d'urgence les actes de violence qui risquaient de compromettre la paix et la stabilité dans la région. À cet égard, certains gouvernements s'étaient montrés intéressés par la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête sur les allégations selon lesquelles des armes seraient livrées à des membres des anciennes forces gouvernementales rwandaises. Pour que cette proposition prenne effet, il faudrait qu'elle rencontre l'adhésion de tous les États Membres intéressés. Je ne propose de poursuivre les consultations à cet égard et de présenter au Conseil, en temps voulu, des recommandations touchant la création éventuelle d'une commission internationale.

IV. DROITS DE L'HOMME

16. L'Opération des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda a continué de s'employer à sensibiliser la population rwandaise à l'importance que revêt le respect des droits de l'homme de tous les citoyens. Au 1er août 1995, elle avait déployé 118 membres et créé dans tout le pays 11 antennes qui servent de base aux équipes mobiles de spécialistes des droits de l'homme. Des dispositions sont actuellement prises en vue d'ouvrir des antennes auxiliaires dans plusieurs autres communes afin de maintenir une présence plus intégrée dans l'ensemble du pays. Dans l'intervalle, des spécialistes continuent de se rendre dans les communes pour y rencontrer les autorités civiles, judiciaires et militaires et la population locale. Leurs activités ont été axées sur la sécurité, l'accès à la propriété, le fonctionnement du système judiciaire local, les conditions régnant dans les centres de détention et les allégations faisant état de violations des droits de l'homme. En outre, l'Opération s'emploie actuellement à créer, au niveau des provinces ou des préfectures, des comités des droits de l'homme prévoyant une participation locale qui rencontreront périodiquement des représentants des divers services gouvernementaux. Au cours de la période à l'examen, l'Opération a organisé des séminaires éducatifs à l'intention des représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires.

V. TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA

17. Les six juges des deux chambres de première instance du Tribunal élus par l'Assemblée générale en mai 1995 ont prêté serment et tenu leur première session plénière du 26 au 30 juin à La Haye. Au cours de cette session, les juges ont élu président le juge Laity Kama (Sénégal) et vice-président le juge Yakov A. Ostrovsky (Fédération de Russie) et adopté le règlement intérieur du Tribunal. Il est absolument indispensable que le Tribunal commence ses travaux de fond dans l'avenir proche.

18. Des locaux ont été attribués au Bureau du Procureur à Kigali qui devrait prochainement être doté de tout le personnel dont il a besoin. Il faut néanmoins redoubler d'efforts pour permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à Arusha et d'avoir un bureau pleinement opérationnel à Kigali. Le 20 juillet, dans sa résolution 49/251, l'Assemblée générale a approuvé un

/...

S/1995/678

Français

Page 6

montant d'environ 13,5 millions de dollars destiné à financer les activités du Tribunal. Toutefois, compte tenu des immenses ressources matérielles, humaines et logistiques qui sont nécessaires à son bon fonctionnement, j'invite une nouvelle fois les États Membres à verser de nouvelles contributions volontaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies créé pour le Tribunal. À ce jour, ce fonds compte 6,3 millions de dollars. À cet égard, je tiens à exprimer ma gratitude aux États Membres qui ont versé ces contributions.

VI. ASPECTS MILITAIRES

19. Conformément au mandat modifié que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 997 (1995), les activités de la composante militaire de la MINUAR, qui visaient jusqu'ici à assurer la sécurité, ont désormais pour objet de contribuer à la normalisation de la situation dans le pays. La composante militaire de la Mission prête également son concours pour la livraison de l'aide humanitaire et fournit un soutien technique et logistique. Toutefois, les moyens dont elle dispose à cet effet seront de plus en plus limités du fait de la réduction progressive de ses effectifs et autres ressources.

20. Le Conseil ayant autorisé une réduction de l'effectif de la MINUAR qui doit être ramené à 1 800 soldats d'ici octobre 1995, la composante militaire de la Mission compte de moins en moins d'hommes. Des unités de soldats de l'ONU en poste dans différentes régions du pays ont été regroupées en formations de la taille d'une compagnie. Compte tenu des besoins opérationnels, les unités ci-après resteront dans le pays : le bataillon ghanéen (660 hommes), qui est chargé d'assurer la protection des installations des Nations Unies; une autre compagnie de 135 hommes, chargée de protéger le personnel du Tribunal international et de l'Opération pour les droits de l'homme au Rwanda; la compagnie des transmissions de la Force (Inde), qui compte 75 hommes et fournit un appui en matière de transmissions au quartier général de la Force et à quatre états-majors de secteur; la section de police militaire (49 hommes); enfin, une équipe du quartier général de la Force comprenant 35 officiers d'état-major, qui restera à Kigali. En outre, une compagnie du génie (Inde) comptant 125 hommes fournira un soutien technique dans tout le Rwanda, tandis qu'un groupe de 85 soldats canadiens assurera la maintenance du système logistique intégré de la MINUAR. Les compagnies d'infanterie du Ghana, du Mali, du Malawi et du Nigéria (une par pays) seront stationnées respectivement à Kibungu, Gikongoro, Cyangugu et Nyundo. L'équipe médicale militaire, qui est fournie par l'Australie, doit être retirée le 22 août. De nombreux contributeurs éventuels ont été invités à la remplacer, mais malheureusement, aucun n'a accepté de prêter son concours. Je suis donc en train d'étudier d'urgence la possibilité d'assurer les services médicaux nécessaires à la MINUAR dans le cadre d'arrangements contractuels.

21. Conformément à la résolution 997 (1995), le rapatriement des troupes de la MINUAR a commencé. À ce jour, les bataillons d'infanterie éthiopien, tunisien et zambien ont été rapatriés, de même qu'une partie des effectifs de la compagnie nigériane. Au 3 août 1995, les effectifs de la MINUAR avaient été ramenés à 3 571 hommes, tous grades confondus. Les contingents australien et sénégalais doivent être rapatriés d'ici la fin du mois d'août, tandis que les membres des compagnies ghanéenne et malienne doivent regagner leur pays au début du mois de septembre. Les effectifs du bataillon d'infanterie indien doivent être réduits au début du mois d'octobre. Caux de la police militaire et du

/...

S/1995/678

Français

Page 7

quartier général de la Force diminueront également au cours de la période considérée.

22. Par la même résolution, le Conseil a approuvé le maintien à son niveau actuel (320 hommes) de l'effectif des observateurs militaires de la MINUAR. Au cours de la période considérée, les observateurs militaires ont continué d'assurer la liaison avec les représentants du Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme et les organismes des Nations Unies et de suivre la situation en matière de sécurité des réfugiés, personnes déplacées et autres personnes qui ont été réinstallées.

VII. POLICE CIVILE

23. Dans sa résolution 997 (1995), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir à 120 observateurs l'effectif autorisé de la composante police civile de la MINUAR. Au 3 août, la Mission comptait 56 observateurs de neuf pays, et 21 observateurs supplémentaires devaient être déployés au milieu du mois.

24. Dans mon rapport du 4 juin (S/1995/457), j'indiquais que selon le Gouvernement rwandais, le programme de stages administré par la police civile de la MINUAR devait laisser place à des arrangements bilatéraux, et que la police des Nations Unies devait être retirée une fois que ces arrangements auraient été pris. Depuis lors, le Gouvernement a autorisé la MINUAR à poursuivre son programme de stages durant la période couverte par le mandat actuel. La police civile a par conséquent continué à concentrer ses activités sur la surveillance et la formation. Le 15 juin 1995, un deuxième groupe de 301 gendarmes est arrivé au bout d'un cours intensif de 16 semaines organisé par les Nations Unies. Un nouveau cours a commencé en juillet pour un autre groupe de 513 gendarmes; il sera suivi par un stage destiné à former 100 instructeurs.

25. Avec l'assistance de la communauté internationale, le Gouvernement rwandais a pris des mesures pour renforcer le centre de formation de la police communale. Au début du mois de juillet, deux projets dans le cadre desquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournira une assistance en vue de la formation des membres de la gendarmerie nationale et de 1 500 agents de police communaux ont été approuvés. La formation du premier groupe de 750 agents de police devrait commencer au début du mois de septembre.

VIII. ASPECTS HUMANITAIRES

26. Malgré les efforts déployés par les autorités rwandaises et la communauté internationale, en particulier la MINUAR, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les conditions dans les prisons constituent maintenant une crise humanitaire extrêmement grave. Plus de 50 000 personnes sont actuellement incarcérées dans 12 prisons et divers lieux de détention, bien que la capacité d'accueil ne soit que de 12 250 personnes. Les taux de mortalité ont été estimés à plus de 200 par mois. Il est donc urgent que les autorités rwandaises et la communauté internationale déploient des efforts plus énergiques afin d'améliorer les conditions dans les prisons.

/...

S/1995/678

Français

Page 8

27. Divers dirigeants politiques et religieux se sont récemment rendus au Rwanda, notamment le Ministre néerlandais pour la coopération en matière de développement, M. Jan Pronk, l'archevêque Desmond Tutu, d'Afrique du Sud, et le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel. Nombre de ces dirigeants ont pu constater les conditions effroyables régnant dans les prisons. Après sa visite, M. Kinkel m'a adressé une communication me demandant instamment de faire tout mon possible pour mettre fin à cette situation catastrophique.

28. J'ai demandé au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de prendre, d'urgence, en coordination avec le Gouvernement rwandais et la communauté internationale, des mesures efficaces afin de remédier à la situation. Le Département des affaires humanitaires a déjà tenu des consultations à New York avec des représentants des organismes des Nations Unies et des donateurs, afin de mettre au point un plan d'action visant à obtenir des ressources et à parvenir à un accord sur un mécanisme de coordination. D'autres consultations sont envisagées à Genève avant qu'une mission conduite par le Département des affaires humanitaires ne se rende la semaine prochaine à Kigali pour arrêter le plan d'action en collaboration avec le Gouvernement rwandais et mon Représentant spécial.

29. Depuis mon rapport du 4 juin (S/1995/457), le rythme auquel les Rwandais réfugiés dans des pays voisins sont retournés au Rwanda s'est légèrement accéléré. En juin, 2 727 Rwandais réfugiés au Zaïre sont rentrés au Rwanda. Selon le HCR, il se pourrait qu'en plus des 6 250 réfugiés au Burundi qui ont été rapatriés sous ses auspices en juin et juillet, quelque 10 000 personnes soient rentrées au Rwanda de leur propre initiative au cours de la même période.

30. Les perspectives de rapatriement des réfugiés rwandais en provenance de la République-Unie de Tanzanie se sont améliorées depuis que des hauts fonctionnaires des deux pays ont rencontré des représentants du HCR à Kigali du 17 au 19 juillet pour examiner les modalités du rapatriement d'environ 700 000 personnes. La réunion a débouché sur un accord concernant la mise en place d'une commission conjointe sur la sécurité et la réinstallation des réfugiés. Il y a lieu d'espérer aussi que les mesures de confiance prises par le Gouvernement, les Nations Unies et les organisations non gouvernementales, telles que des visites organisées de réfugiés au Rwanda, encourageront le rapatriement.

31. Depuis la fermeture des camps de personnes déplacées dans le sud-ouest du Rwanda, les organisations humanitaires internationales ont intensifié leurs activités au niveau des communes. Le Gouvernement a également lancé la première phase de son programme de relèvement, en concentrant ses efforts sur 59 communes situées dans des zones prioritaires. Les livraisons d'aide alimentaire dans le pays ont augmenté et il existe au Rwanda et dans la région des stocks de vivres suffisants pour couvrir les programmes prévus de distribution. Les approvisionnements à distribuer en cas d'urgence, si le besoin s'en faisait sentir, sont désormais disponibles en quantités adéquates.

32. À la suite d'un accord bilatéral conclu entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celui du Rwanda, un programme national de déminage a été mis en place en juillet. Aux termes de l'Accord, il sera créé un bureau national du déminage de même qu'une base de données sur les mines. Le bureau

/...

S/1995/678

Français

Page 9

sera également responsable d'un programme de sensibilisation au danger des mines, ainsi que d'un programme destiné à former 80 soldats rwandais aux activités de déminage. Toutes ces activités contribueront sensiblement à l'effort de reconstruction.

33. Au 12 juillet, le Fonds d'affectation des Nations Unies pour le Rwanda avait reçu des contributions d'un montant de 6,54 millions de dollars, y compris la récente contribution de 200 000 dollars versée par la Nouvelle-Zélande. Le Fonds a servi à financer des projets qui visaient à répondre aux besoins en matière de secours d'urgence et de relèvement, ainsi qu'aux besoins urgents des ministères essentiels. Au 1er août, des contributions d'un montant total de 116 millions de dollars avaient été annoncées sur le montant de 219 millions de dollars demandé dans le cadre de l'Appel global interorganisations d'urgence en faveur du Rwanda; ceci représente une augmentation de 36 millions de dollars des annonces de contributions depuis mon dernier rapport au Conseil. En ce qui concerne les besoins de la sous-région, les contributions annoncées s'élevaient à 346 millions de dollars, sur un montant total de 527 millions de dollars qui avait été demandé, soit une augmentation de 1 million de dollars.

34. Bien qu'un effort humanitaire de grande ampleur soit toujours nécessaire pour répondre aux besoins massifs des réfugiés rwandais dans les pays voisins en matière de secours d'urgence, à l'heure actuelle, au Rwanda même, les efforts portent de plus en plus sur le relèvement et la reconstruction. Cette réorientation de l'assistance a exigé un ajustement des divers programmes humanitaires des Nations Unies et des structures opérationnelles dans le pays. En conséquence, le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda, qui avait été créé l'année dernière sous la direction du Coordonnateur des activités humanitaires à Kigali, a commencé à faire des préparatifs en vue de sa fermeture éventuelle. Des dispositions sanitaires sont prises pour que la coordination de l'assistance humanitaire continue d'être assurée. Au nombre de ces arrangements, on peut citer la mise en place d'une petite équipe d'intervention des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident, qui veillera à la préparation et à l'application en temps opportun et de manière efficace de mesures appropriées destinées à répondre aux situations d'urgence.

IX. ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

35. Les pays donateurs et les organismes des Nations Unies se sont réunis à Kigali les 6 et 7 juillet pour procéder à un examen à mi-parcours de la Conférence de table ronde tenue à Genève en janvier 1995. La communauté des donateurs a reconnu qu'il fallait accélérer le décaissement des fonds déjà engagés et a annoncé de nouvelles contributions s'établissant à 200 millions de dollars, ce qui portait à plus de 800 millions de dollars le montant des contributions annoncées depuis la Conférence. Lors de cette réunion, on a signalé des progrès dans la reconstruction de l'infrastructure du pays et une augmentation de la production agricole. Cependant, des problèmes énormes continuent de se poser dans les domaines de la réinstallation, du soutien budgétaire, de la création de capacités nationales et de la production industrielle.

36. Au 25 juillet 1995, le montant total des contributions administrées par le PNUD dans le cadre des fonds d'affectation spéciale s'établissait à 22 millions

/...

S/1995/678

Français

Page 10

de dollars; à cette date 13 millions de dollars avaient été reçus et 7,5 millions de dollars environ avaient été décaissés au titre de projets de relèvement et de développement, à savoir : renforcement de la capacité de l'appareil judiciaire, remise en état des principaux bâtiments administratifs, fourniture de matériel indispensable au fonctionnement de l'administration publique rwandaise, accroissement de la capacité des prisons et appui à des programmes de formation à l'intention de la police communale et de la gendarmerie nationale.

37. Plusieurs programmes visant à faciliter le retour au Rwanda des anciens membres de la fonction publique rwandaise ont été entrepris. L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont continué d'aider à dispenser une éducation de base aux Rwandais, tant à l'intérieur du pays que dans les camps de réfugiés. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et le PNUD exécutent un projet qui devrait rendre le Gouvernement mieux à même de gérer ses ressources économiques, financières et humaines.

38. Il y a eu un certain nombre d'améliorations pour ce qui est de soulager la détresse des enfants rwandais, dont beaucoup ne sont pas encore remis du traumatisme qu'ils ont subi par suite des atrocités de 1994. Sur les quelque 45 000 enfants qui ont perdu leurs parents ou en ont été séparés, plus de 28 000 se trouvent maintenant dans des structures de placement familial et un gros effort est fait pour subvenir aux besoins des autres. À la mi-juin, 155 prisonniers âgés de 7 à 14 ans ont été transférés dans un nouveau centre spécialement conçu pour les enfants. La démobilisation, la réadaptation et la réinsertion des enfants enrôlés comme soldats se poursuivent.

X. ASPECTS FINANCIERS

39. Dans sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, l'Assemblée générale a décidé, à titre de mesure provisoire, en attendant de recevoir à sa cinquantième session les prévisions de dépenses révisées et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 109 951 900 dollars (soit un montant net de 107 584 300 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 31 décembre 1995. Elle a décidé également de répartir entre les États Membres un montant brut de 99 628 200 dollars (soit un montant net de 97 508 000 dollars) au titre du fonctionnement de la MINUAR pour la période allant du 10 juin au 8 décembre 1995. Les montants révisés permettront de financer notamment deux postes supplémentaires (Commissaire de la police civile et Directeur du bureau de liaison de la MINUAR à Kinshasa).

40. Au 26 juillet 1995, les quotes-parts non acquittées au Compte spécial de la MINUAR, depuis la mise en place de la Mission s'élevaient à 64,7 millions de dollars et le montant total des quotes-parts restant dues au titre de l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 779 300 000 dollars.

XI. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

41. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de l'Afrique, le Gouvernement rwandais s'est évertué à

/...

S/1995/678

Français

Page 11

stabiliser la situation dans le pays, mais la stagnation économique et l'absence de recettes publiques pour gérer l'administration avec efficacité continuent de contrecarrer ces efforts. C'est une des raisons pour lesquelles bien des causes du conflit et du génocide concomitant n'ont toujours pas été abordées de façon résolue et globale. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici par le Gouvernement et la communauté internationale, il faudra du temps et des efforts accrus seront nécessaires avant que le pays puisse se remettre des événements traumatiques de 1994. La tension qui règne aux frontières du pays risquant à tout moment de dégénérer en violence incontrôlable, c'est de toute urgence que le Gouvernement rwandais, les pays de la sous-région et les autres membres de la communauté internationale doivent faire face aux problèmes capitaux auxquels se heurte le pays.

42. Il est impératif que les représentants de tous les éléments de la société rwandaise entament des pourparlers en vue de parvenir à un accord sur une structure constitutionnelle et politique qui permette d'instaurer une stabilité durable. Il va de soi que les dirigeants politiques soupçonnés d'avoir organisé et mené le génocide l'année dernière doivent être écartés de ces pourparlers et ils doivent être jugés par le Tribunal international. Le Gouvernement rwandais devrait promouvoir ces pourparlers afin que les milliers d'autres personnes tenues en suspicion puissent prendre confiance et s'associer aux efforts de reconstruction de leur pays.

43. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans la reconstruction du Rwanda et pour ce qui est d'encourager le rapatriement et la réconciliation. Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux États, aux organismes donateurs et aux organisations non gouvernementales pour les contributions déterminantes qu'ils ont apportées à la promotion de la paix et du relèvement au Rwanda. Cela étant, je leur demande de redoubler d'efforts au cours de cette période décisive afin de contribuer à empêcher que la violence ne reprenne.

44. Conformément à la résolution 997 (1995), la MINUAR prend les dispositions voulues pour réduire sa présence militaire au Rwanda et s'acquitter de son nouveau mandat. Le Gouvernement a encouragé cette ligne de conduite, qui traduit l'amélioration graduelle de la situation dans le pays. À cet égard, je lui demande instamment de veiller à ce que des mesures soient ostensiblement mises en place pour assurer le respect des droits de l'homme et la sécurité de tous les Rwandais. Il est particulièrement important de continuer à encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, ce qui indiquerait clairement à la communauté internationale qu'il y a lieu d'accélérer l'assistance qu'elle apporte à la reconstruction.

45. Au cours de la visite que j'ai effectuée dans la sous-région, j'ai constaté une unité de vues indéniable entre les dirigeants gouvernementaux sur le fait que l'instabilité dans un état de la zone pouvait avoir un effet catastrophique sur tous ses voisins. Il a été largement reconnu qu'il fallait prévenir les influences déstabilisantes, telles qu'infiltrations armées, actes de sabotage et acquisitions illégales d'armes, grâce à des efforts concertés. Un vif intérêt a été manifesté pour la création, sous les auspices des Nations Unies, d'une commission internationale chargée d'examiner les allégations concernant les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales. J'espère que tous les

S/1995/678

Français

Page 12

gouvernements concernés appuieront cette initiative. Je me propose de soumettre prochainement mes recommandations à cet égard au Conseil de sécurité.

46. J'ai abordé avec les chefs d'État et de gouvernement de la région l'idée de convoquer une conférence régionale pour examiner les problèmes de la paix, de la sécurité et du développement, qui sont intimement liés, dans l'optique de l'adoption d'un programme d'action spécifique. En attendant, pour s'attaquer aux problèmes urgents que pose le rapatriement des réfugiés, il serait peut-être utile de convoquer, dès que possible, une réunion régionale en vue d'élaborer des mesures concrètes pour donner effet aux engagements énoncés dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Nairobi, en janvier 1995, dans le Plan d'action de Bujumbura, adopté en février 1995, et dans les accords tripartites signés par le HCR, le Rwanda et les pays voisins qui accueillent des réfugiés rwandais. Cette réunion viendrait s'ajouter aux réunions de table ronde qui pourraient être convoquées, comme il a été dit plus haut, et auxquelles participeraient tous les éléments de la société rwandaise. J'ai l'intention de continuer à tenir des consultations approfondies sur toutes ces propositions.

47. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, M. Shaharyar Khan, au commandant de la force, le général de division Guy Tousignant, et à tout le personnel civil et militaire de la MINUAR pour l'action qu'ils mènent inlassablement et pour leur remarquable dévouement à la cause de la paix et de la sécurité au Rwanda.